

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	37	2.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

AUBUSSON

AMENAGEMENT D'UN CHEMINEMENT PIETON ET D'UN RESEAU PLUVIAL CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAÏRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :

Mandant	Mandataire	Questions
Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	30 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	37	2.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par
Pierre SALLES
Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
AMENAGEMENT URBAIN URBANISME		1	12.05.14	1	
CONSEIL	Séance	3	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				1	37

OBJET	AUBUSSON - AMENAGEMENT D'UN CHEMINEMENT PIETON ET D'UN RESEAU PLUVIAL - CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE
-------	---

SDC/EA

Chers Collègues,

La commune d'Aubusson souhaite réaliser un cheminement piéton dans le hameau de « la Guermondière » afin notamment de sécuriser l'accès à l'arrêt de bus. La réalisation de ce cheminement nécessite la création d'un réseau d'eau pluviale d'environ 30 ml, à la charge de la CAPF (coût estimé à 2 840 € H.T.).

Aussi, afin de mener à bien le programme de travaux et pour optimiser les moyens techniques et financiers, la CAPF et la commune d'Aubusson recourront aux modalités de co-maîtrise d'ouvrage organisées par l'article 2-II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage public. Une convention de co-maîtrise d'ouvrage sera signée entre la commune et la CAPF, elle désignera la commune en tant que maître d'ouvrage et fixera les conditions d'organisation des travaux.

La CAPF remboursera la commune des travaux réalisés pour son compte, déduction faite des subventions perçues par la commune.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de co-maîtrise d'ouvrage à intervenir avec la commune d'Aubusson.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL37-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/05/2014
Publication : 30/05/2014

**TRAVAUX DE REALISATION D'UN
CHEMINEMENT PIETON
La Guermondière – AUBUSSON**
-
Convention de co-maîtrise d'ouvrage

SDC

Entre les soussignés :

➤ La **Commune d'AUBUSSON** (61800) représentée par Monsieur Sylvain BOULANT, Maire, agissant en cette qualité en vertu des délibérations n° 2014-2901-04 du 29 janvier 2014 et 2014-0606-07 du 06 juin 2014,

Ci-après dénommé(e) "**la commune**",

d'une part,

➤ La **Communauté d'Agglomération du Pays de Flers**, (61100) représentée par Monsieur Yves GOASDOUE, Président, agissant en cette qualité en vertu de la délibération n° 37 du 22 mai 2014,

Ci-après dénommé(e) "**la C.A.P.F.**",

d'autre part,

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Les travaux objets de la présente convention concernent la réalisation d'un cheminement piéton au hameau de la Guermondière sur la commune d'Aubusson, avec création d'un réseau de pluvial.

Le cheminement va être réalisé, sous maîtrise d'ouvrage communale. Ce projet nécessite la réalisation d'un réseau d'eau pluviale d'une longueur de 30 ml, dont la compétence relève de la CAPF.

Pour des raisons de coordination, il est impératif d'optimiser le délai d'exécution des travaux des deux maîtres d'ouvrage. Les travaux devront être exécutés pour décembre 2014.

En conséquence, afin de mener à bien le programme dans les délais et pour optimiser les moyens techniques, financiers et humains, les parties recourent aux modalités de co-maîtrise d'ouvrage organisées par l'article 2-II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée qui autorise, lorsque la réalisation d'un ensemble d'ouvrages relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage publics, à ce qu'ils désignent l'un d'entre eux pour assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération d'ensemble dans le cadre d'une convention.

Cette convention doit en outre préciser les conditions d'organisation de cette co-maîtrise d'ouvrage et en fixer le terme.

Dans ce contexte, les parties ont constaté l'utilité de recourir à cette procédure de co-maîtrise d'ouvrage en désignant la commune d'Aubusson comme maître d'ouvrage opérationnel de l'ensemble des travaux à réaliser en précisant les modalités de cette co-maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la présente convention.

Cette convention fera l'objet d'une autorisation préalable des assemblées délibérantes des parties et sera transmise au contrôle de légalité afin de devenir exécutoire, et ce avant tout lancement des travaux.

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 — OBJET

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités d'une co-maîtrise d'ouvrage pour les travaux d'aménagement d'un cheminement piéton dont la commune d'Aubusson est maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 2 II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée.

En application de ces dispositions, la CAPF décide de déléguer temporairement sa maîtrise d'ouvrage à la commune d'Aubusson pour la réalisation des travaux de pluvial décrits au préambule, la commune acceptant cette mission dans les conditions de la présente convention.

ARTICLE 2 — PROGRAMME PREVISIONNEL ET ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

La Commune d'Aubusson et la C.A.P.F s'engagent dans le cadre de la présente convention pour la réalisation des travaux ci-dessus décrits selon le programme prévisionnel et l'enveloppe financière prévisionnelle approuvés, tels que définis en annexe 1 de la présente convention.

Dans le cas où, au cours de l'opération objet de la présente convention, l'une des parties estimait nécessaire d'apporter des modifications substantielles au programme ou à l'enveloppe financière prévisionnelle qu'elle a approuvé, un avenant à la présente convention serait conclu avant toute mise en oeuvre des modifications ainsi demandées.

ARTICLE 3 — EXERCICE DE LA CO-MAÎTRISE D'OUVRAGE

Au vu des programmes prévisionnels et des enveloppes prévisionnelles tels que définis aux annexes, la commune d'Aubusson s'engage à :

- Lancer une consultation pour l'opération en vue de désigner :
 - le coordinateur de sécurité,
 - les entreprises de travaux et/ou de fournitures,
- Conclure et signer les marchés correspondants pour la réalisation de l'opération après accord de la CAPF sur les attributaires. Les marchés identifieront, le cas échéant, le montant des prestations exécutées pour le compte de la commune d'Aubusson et le montant de celles exécutées pour le compte de la C.A.P.F.
- S'assurer de la bonne exécution des marchés et procéder au paiement des entreprises,
- Assurer le suivi des travaux,
- Assurer la réception des ouvrages,
- Procéder à la remise à la CAPF des ouvrages tels que visés au préambule de la présente convention,
- Engager toute action en justice et défendre dans le cadre de tout litige avec les entrepreneurs, maîtres d'oeuvre et prestataires intervenant dans l'opération,
- Et, plus généralement, prendre toute mesure nécessaire à l'exercice de sa mission.

La CAPF, co-maître d'ouvrage, et ses agents pourront demander à tout moment à la commune d'Aubusson, maître d'ouvrage opérationnel, la communication de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

Pendant toute la durée de la convention, le maître de l'ouvrage opérationnel transmettra à son co-maître d'ouvrage :

- les comptes rendus de chantier,
- le calendrier prévisionnel du déroulement de l'opération.

En cas de nécessité de modifier le projet technique, administratif ou financier, le maître d'ouvrage opérationnel transmettra par courrier ses propositions au co-maître d'ouvrage pour avis. Le maître d'ouvrage opérationnel ne peut se prévaloir d'un accord tacite du co-maître d'ouvrage et doit donc obtenir l'accord exprès de celui-ci.

La commune d'Aubusson tiendra régulièrement informée la CAPF de l'évolution de l'opération.

La CAPF sera invitée aux différentes réunions de chantiers. Elle adressera ses observations à la commune d'Aubusson mais en aucun cas directement à l'entreprise.

ARTICLE 4 - MODALITES DE FINANCEMENT

La Commune d'Aubusson adressera à la CAPF, après notification du décompte général et définitif et son acceptation par l'entreprise, le montant dû par la CAPF (déduction faite des subventions éventuellement perçues par la commune en tant que maître d'ouvrage).

La CAPF s'engage à mandater ce montant dans le délai de trente-cinq jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 5 - MODALITES DE RECEPTION DES OUVRAGES

Lors des opérations préalables à la réception prévue à l'Article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux, la maîtrise d'oeuvre organisera une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participeront les entreprises et la CAPF.

Cette visite donnera lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprendra les observations éventuelles présentées par la CAPF.

La commune d'Aubusson s'assurera ensuite de la bonne mise en oeuvre des observations faites lors des opérations préalables à la réception.

La commune d'Aubusson établira la décision de réception (ou de refus) et la notifiera à l'entreprise. Copie en sera transmise à la CAPF.

A la fin du chantier, l'Attestation d'Achèvement de l'Ouvrage sera signée du maître d'oeuvre, de l'entrepreneur et de la Commune d'Aubusson.

ARTICLE 6 - MODALITES DE REMISE A LA CAPF DE SES OUVRAGES PROPRES

Les ouvrages propres à la CAPF seront mis à sa disposition après réception des travaux, notifiée aux entreprises et à condition que la Collectivité ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre leur mise en service immédiate, et dans le respect des prescriptions de la direction de l'eau et de l'assainissement.

Si la CAPF demande une mise à disposition partielle, celle-ci ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante. Toute mise à disposition des ouvrages propres à la CAPF lui transfère la garde et l'entretien correspondants.

La mise à disposition intervient à la demande de la CAPF. Dès lors qu'une demande a été présentée, le constat contradictoire doit intervenir dans le délai d'un mois maximum à compter de la réception de la demande par la CAPF.

La mise à disposition prend effet à la date du constat contradictoire. Elle est matérialisée par une Attestation de Remise des Ouvrages de la part de la commune d'Aubusson à la CAPF.

ARTICLE 7 - RESPONSABILITES

La commune d'Aubusson assumera les responsabilités de maître d'ouvrage jusqu'à la remise complète à la CAPF des ouvrages réalisés pour elle.

ARTICLE 8 - ASSURANCES

Chaque partie doit être titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile générale couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle est susceptible d'encourir vis à vis des tiers à propos de tous les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant la période de travaux qu'après leur achèvement des travaux.

ARTICLE 9 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa notification, par la CAPF, à la commune d'Aubusson.

Elle prendra fin après la remise des ouvrages dont la CAPF doit ensuite assurer la maîtrise d'ouvrage.



ARTICLE 10 - CONTESTATION

Toute contestation relative à l'exécution de la présente convention sera portée devant le Tribunal administratif de Caen.

Fait à Flers, le 30 JUIN 2014

en deux exemplaires originaux.

le 26 juin 2014

 <p>La CAPF, Le Président,</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>Yves GOASDOUE</p>	<p>La Commune d'Aubusson, Le Maire</p> <p><i>[Signature]</i></p>  <p>Sylvain BOULANT</p>
--	---

ANNEXE 1

NATURE ET COUTS PREVISIONNELS DES TRAVAUX DE CHEMINEMENT, DE REALISATION D'UN RESEAU D'EAU PLUVIALE

PRESTATION	COUT PREVISIONNEL
CAPF : <ul style="list-style-type: none">- Réalisation d'un réseau de pluvial (d'environ 30 ml).	2840 € H.T.
Commune d'Aubusson <ul style="list-style-type: none">- Aménagement du cheminement piéton	32 567 € H.T.
TOTAL DES PRESTATIONS	35 407 € H.T.

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	38	3.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

FLERS – LOTISSEMENT DES MELETIERES CONVENTION D'INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DE FLERS ET DE LA CAPF SERVITUDE DE PASSAGE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUT, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :

Mandant	Mandataire	Questions
Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	27 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage – Thématique

2. Registre – Chemise Conseil – R.A.I. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	38	3.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T	C.A.P.F.		N°	Date	Question	
	AMENAGEMENT URBAIN URBANISME		1	12.05.14	3	
	CONSEIL	Séance	3	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
					2	38

OBJET	FLERS - LOTISSEMENT DES MELETIERES - CONVENTION D'INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC DE LA VILLE DE FLERS ET DE LA CAPF - SERVITUDE DE PASSAGE
--------------	---

SDC/VV

Chers Collègues,

Monsieur Jean-Claude DESRAME, propriétaire de la parcelle cadastrée BC 247, sise aux Meletières à Flers a déposé un permis d'aménager 8 lots à bâtir pour des maisons individuelles. Ce projet a été autorisé par arrêté en date du 16 avril 2014.

Le lotisseur souhaite rétrocéder l'emprise de la voirie (chaussée, parkings et fossés), ainsi que les espaces verts à la Ville de Flers. Il est entendu que cette voie privée n'a pas été conçue en impasse afin de prévoir la possibilité de raccorder la voie interne de ce lotissement à une future opération d'habitat qui serait réalisée dans la continuité, sur la propriété de la CAPF.

Les réseaux d'eaux usées et d'eau potable qui seront réalisés par le lotisseur ainsi que le système de gestion des eaux pluviales seraient ainsi intégrés dans le domaine de la CAPF.

Il vous est donc proposé de signer une convention entre le lotisseur, la CAPF et la Ville de Flers pour fixer les modalités de conception du projet, de suivi de chantier, de réception afin d'envisager le transfert dans le domaine public de la Ville et de la CAPF.

Par ailleurs, afin de limiter le nombre de sortie sur la rue de la Jéhannière, et afin de respecter les orientations d'aménagement du Plan d'Occupation des Sols de Flers, la CAPF a demandé au lotisseur de créer sa voie d'accès en empruntant une partie de la propriété de la CAPF cadastrée BC 74. Il convient de régulariser cet accès par la signature d'une servitude de passage par acte notarié. Les frais d'acte seront à la charge du lotisseur.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - AUTORISER** Monsieur le Président à signer la convention d'incorporation dans le domaine public ci-après annexée, avec Monsieur Jean-Claude DESRAME, lotisseur aux Meletières à Flers.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	38	3.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

2 - AUTORISER Monsieur le Président à signer l'acte notarié à intervenir pour la création d'une servitude de passage sur la parcelle BC 74 (fonds servant) au profit de la parcelle BC 247 (fonds dominant), en l'étude du notaire du bénéficiaire de la servitude.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,
Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL38-DE

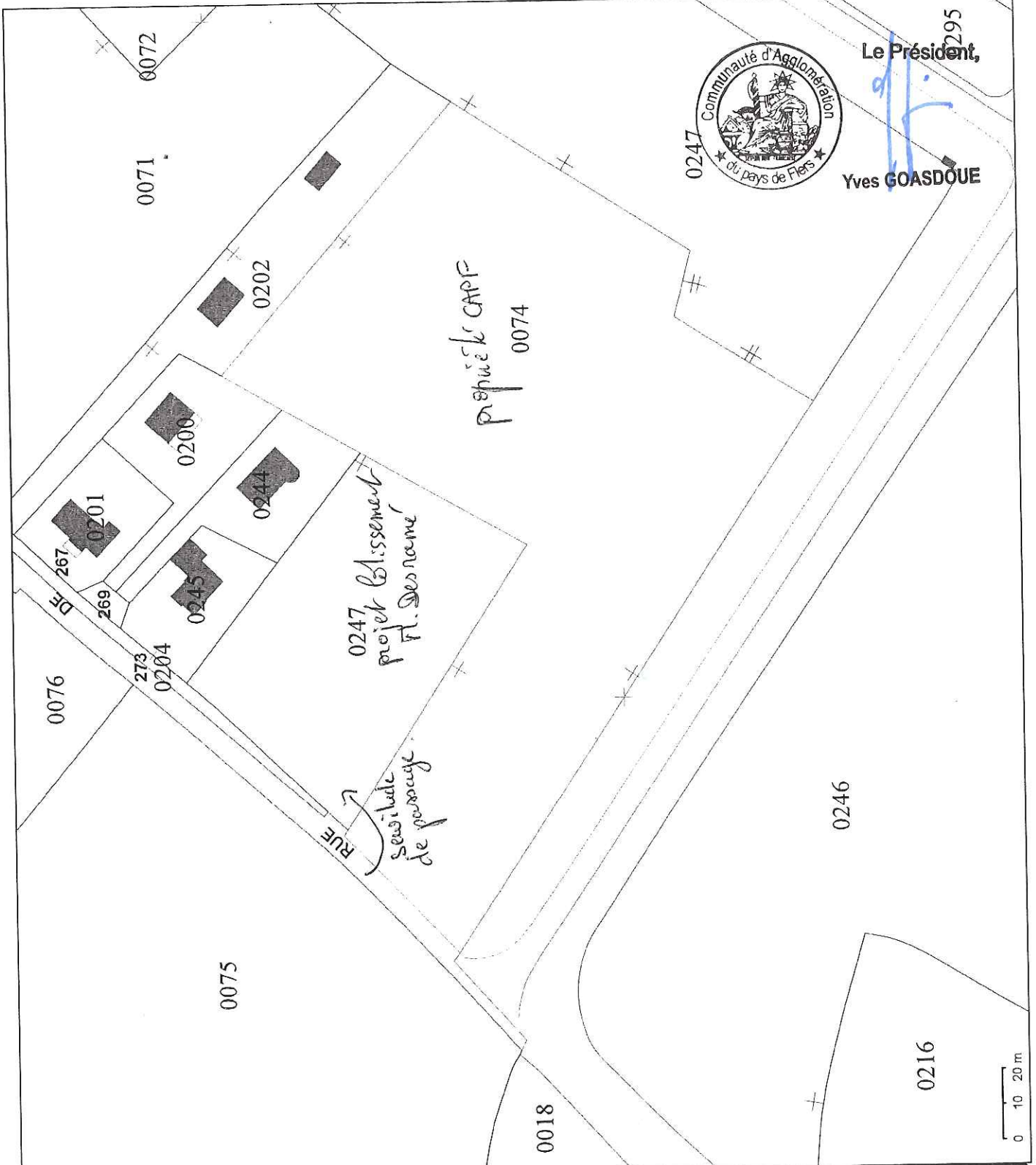
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/05/2014
Publication : 27/05/2014



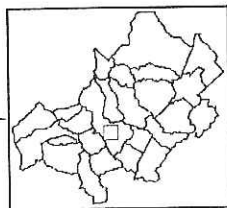
Le Président,

Yves GOASDOUE



FLERS

agglomération



Commentaires :

Légende :

Cadastre_objet_lineaire_

ligne_diverse

Cadastre_ponctuel_divei

mitoyenneté

non mitoyenneté

Cadastre_Numero_voie

Numéro_voie

Cadastre_Libelle_voie

Libelle_voie

lieu_dit_capf

nom

Cadastre_batiment

Bâtiments_cadaastre

Cadaastre_surfaciques_di

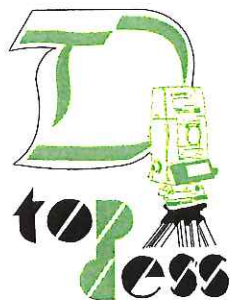
Etang-lac

Piscine

Echelle : 1 : 1500

24/04/14

Source : DGFiP, CAPF, Fond de carte IGN



S.A.R.L. TOPDESS
Géomètres Topographes

14, rue Albert Giroux
61200 ARGENTAN

Tél. 02.33.35.75.37
Fax. 02.33.35.75.40

E-Mail : topdess@wanadoo.fr

DÉPARTEMENT DE L'ORNE

FLERS



Annexe à la délibération 38
du C.C. N° 3 du 22/05/14
Le Président

Yves GOASDOUE

Lotissement des Méletières

PA 4

Voirie - Bordures

PLAN PROJET

Vu pour être annexé à mon arrêté
PA 169 14P 0001 du 16 AVR. 2014



Le Vice-Président

Pierre SALLES

Echelle : 1/500

Décembre 2013

Dossier n° 13058

Modification :

Date

Nature :

Planimétrie : Système de coordonnées rattaché au RGF 93, zone 8, CC49
Altimétrie : Nivellement rattaché au NGF (IGN 69)



Annexe à la délibération 38
du CC 3 du 22.05.14



Le Maire-Président,

Yves GOASDOUE

Annexe à la délibération 29
du CM 3 du 11 juin 2014



DEPARTEMENT DE L'ORNE

CONVENTION INCORPORATION DANS LE DOMAINE PUBLIC

Commune de : FLERS

Dénomination de l'opération : Lotissement Les Méletières

Dénomination de l'Aménageur : M. Jean-Claude DESRAME

CONVENTION DEFINISSANT LES MODALITES DE CONCEPTION, DE REALISATION ET DE TRANSFERT D'OUVRAGES DANS LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL ET DE LA CAPF

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION (Généralités communes à tous les éléments à incorporer dans le Domaine Public)	3
ARTICLE 2 - IDENTIFICATION DES PARTIES	3
ARTICLE 3 - DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPERATION	3
ARTICLE 4 - DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES	4
ARTICLE 5 - OUVRAGES IMPLANTES DANS LE DOMAINE PRIVE NON TRANSFERABLE	5
ARTICLE 6 - PROTECTION INCENDIE	5
ARTICLE 7 - SUIVI DE TRAVAUX	5
ARTICLE 8 - RESPONSABILITE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU	6
ARTICLE 9 - RECEPTION DES OUVRAGES – DOCUMENTS A FOURNIR	6
ARTICLE 10 - RACCORDEMENT SUR LE RESEAU PUBLIC (Eau, Assainissement, Pluvial)	6
ARTICLE 11 - MESURES DE SAUVEGARDE (tous les Concessionnaires)	6
ARTICLE 12 - RECEPTION DEFINITIVE	7
ARTICLE 13 - TRANSFERT DEFINITIF.....	8
ARTICLE 14 - MODIFICATION DE LA CONVENTION	8
ARTICLE 15 - DUREEE DE LA CONVENTION	9
ARTICLE 16 - JURIDICTION	9

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION (Généralités communes à tous les éléments à incorporer dans le Domaine Public)

La présente convention a pour objet de définir les modalités de conception, de réalisation et de transfert des ouvrages à construire par l'Aménageur afin de permettre à terme leur intégration dans le domaine public communal et de la CAPF, leurs gestions et leurs exploitations dans le respect de la réglementation en vigueur.

Sont annexés à la présente convention :

- le Cahier des Prescriptions Techniques Particulières (C.P.T.P.) Eau Potable de la Direction Eaux et Assainissement de la CAPF,
- le Cahier des Prescriptions Techniques Particulières (C.P.T.P.) – Eaux Usées et Eaux Pluviales de la Direction Eaux et Assainissement de la CAPF,
- un modèle de procès-verbal de réception dite de 1^{ère} phase des ouvrages d'Eau Potable,
- un modèle de procès-verbal de réception dite de 1^{ère} phase des ouvrages d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales,
- un modèle de procès-verbal de réception définitive et de transfert des ouvrages d'Eau Potable,
- un modèle de procès-verbal de réception définitive et de transfert des ouvrages d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales,
- le règlement de voirie de la commune quand il existe,
- le cahier de préconisations techniques (voirie, éclairage, espaces verts).

ARTICLE 2 – IDENTIFICATION DES PARTIES

La convention est contractée entre les parties désignées ci-dessous :

- **l'Aménageur : M. Jean-Claude DESRAME**
domicilié : 3, rue des Cherchefeuilles – 91600 SAVIGNY / ORGE
représenté par :
- **la Commune de FLERS**
domiciliée : avenue du Château – 61100 FLERS
représentée par : M. Yves GOASDOUE, Maire
- **la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS (Direction Eau et Assainissement)**
domiciliée : 41, rue de la Boule – BP 149 – 61103 FLERS CEDEX
représentée par : M. Pierre SALLES, Vice-Président Aménagement Urbain-Urbanisme

ARTICLE 3 – DESCRIPTION SOMMAIRE DE L'OPERATION

Les ouvrages sont situés sur la commune de : FLERS

L'opération consiste à l'aménagement :

- ☐ d'une zone d'habitation individuelle et/ou collective
- ☐ d'une zone d'activité à vocation artisanale, industrielle ou commerciale.

Surface de la zone (m ²)	Nombre de lots Individuels	Nombre de lots Collectifs	Nombre de logements par collectifs
4981 m ²	8	0	0

Les ouvrages concernés par la présente convention sont référencés sous le nom :
(description des espaces publics à incorporer – joindre plan).

- Chaussée
- Parkings
- Fossés
- Réseaux d'eau potable, d'eaux usées, de pluvial
- Espaces verts
- Eclairage public (fourreaux).

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

L'Aménageur impose, à (aux) l'entrepreneur (s) auquel il confie les travaux, d'effectuer la réalisation des ouvrages d'Eau Potable, d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales conformément aux dispositions :

- du Cahier des Clauses Techniques Générales « Fascicule 71 » applicable à la fourniture et pose de canalisations d'Eau, branchements et accessoires ».
- du Cahier des Prescriptions Techniques Particulières (C.P.T.P.) d'Eau Potable. De la Direction Eau et Assainissement de la CAPF.
- du Cahier des Clauses Techniques Générales « Fascicule 70 » applicable à la fourniture et pose de canalisations d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales.
- du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) Eaux Usées et Eaux Pluviales de la Direction Eau et Assainissement de la CAPF.

L'aménageur impose également à (aux) l'entrepreneur(s) qui réalise les travaux, les dispositions suivantes en ce qui concerne les travaux de voirie et d'éclairage public :

- les aménagements dit de sécurité devront être conformes aux normes en vigueur, notamment les ralentisseurs de type dos d'âne (les coussins Berlinoises sont à proscrire), la norme NFP 98-300 du 16 mai 1994 s'applique. La signalisation verticale dite de police ainsi que la signalisation horizontale est définie dans cette norme.
- l'aménagement des voies devra répondre aux normes PMR (personnes à mobilité réduite) et faire référence à la loi N 2005-102 du 11 février 2005, (dernière modification le 28/04/2012) c'est la norme NF-P 98-350 qui détaille les conditions générales de la conception et de l'aménagement des cheminements piétons.

- du fascicule 36 pour le réseau d'éclairage public.

Toutes ces dispositions devront répondre, en outre, à l'ensemble des prescriptions émises dans l'autorisation d'aménager.

L'Aménageur doit, sur demande de l'Exploitant, apporter la preuve de la conformité des produits aux exigences spécifiées ci-dessus.

ARTICLE 5 – OUVRAGES IMPLANTES DANS LE DOMAINE PRIVE NON TRANSFERABLE

Les ouvrages devront être implantés en priorité dans le domaine qui sera transférable dans le domaine public communal. Toutefois, si pour des raisons techniques, il est nécessaire d'implanter des ouvrages sur les propriétés privées, l'aménageur devra mettre en œuvre au bénéfice des collectivités, des conventions de servitude pour préserver les droits de la Commune et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers au titre de l'entretien et du remplacement éventuel des ouvrages.

Ces conventions de servitude devront être établies conformément aux dispositions du code rural (articles R 152-1 à R 152-15) et être annexées aux actes de vente avec transcription hypothécaire et ce aux frais de l'aménageur.

ARTICLE 6 – PROTECTION INCENDIE

Il est rappelé que la conception et la réalisation d'une protection incendie, par création de réserve de stockage, poteau d'incendie ainsi que tout autre ouvrage nécessaire à la protection incendie, est de la responsabilité de l'aménageur.

Il appartient notamment à l'aménageur de vérifier que les éventuels poteaux d'incendie prévus seront conformes à la norme NFS62 ou à la norme en vigueur à la date du projet.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable des problèmes de défense incendie.

Les dispositions à mettre en œuvre pour assurer la protection incendie devront être examinées avec le Maire de la Commune concernée et avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) et être soumises, pour avis, au Service Départemental d'Incendie et de Secours. L'aménageur devra respecter les prescriptions émises par le Service Départemental d'Incendie et de Secours et reprises dans l'autorisation d'aménager.

ARTICLE 7 – SUIVI DE TRAVAUX

La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) future exploitante des réseaux d'Eau Potable, d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales, et la Commune, future gestionnaire des espaces publics, disposent du droit de contrôle sur tous les ouvrages dont elles ne sont pas elles-mêmes chargées de réaliser.

A ce titre, l'aménageur devra informer la Direction Eau et Assainissement et la Commune des dates d'exécution des travaux et l'inviter à participer aux réunions de chantier.

Afin de pouvoir suivre l'exécution des travaux, les représentants de la Direction Eau et Assainissement de la CAPF et de la Commune auront libre accès au chantier et seront destinataires des comptes-rendus de chantier.

Au cas où la Direction Eau et Assainissement de la CAPF ou la Commune contesterait quelque omission ou malfaçon d'exécution, susceptible de nuire à la pérennité des ouvrages ou au bon fonctionnement des services, elles aviseront l'Aménageur et le Maître Œuvre.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU

La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) et la Commune ne peuvent en aucun cas être tenues pour responsables de toute rupture d'approvisionnement en eau potable survenant, soit à cause d'un incident dû à la réalisation des travaux de l'opération ou étant la conséquence des travaux réalisés dans l'emprise de l'opération, soit à cause d'une malfaçon des ouvrages dans l'emprise du projet jusqu'au transfert définitif des ouvrages (acte notarié signé) à la Direction Eau et Assainissement de la CAPF.

Toute intervention de la Direction Eau et Assainissement de la CAPF ou de la Commune antérieure au transfert définitif des ouvrages à la Direction Eau et Assainissement de la CAPF ou à la Commune, reste à la charge de l'Aménageur et lui est facturée par la Direction Eau et Assainissement de la CAPF ou la Commune.

ARTICLE 9 – RECEPTION DES OUVRAGES – DOCUMENTS A FOURNIR

Préalablement au raccordement des ouvrages sur le réseau public et à leur mise en service, et sur demande de l'aménageur, les travaux devront faire l'objet des opérations de réception selon les documents listés aux articles 1 et 6.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) délivre un Procès-verbal dit de première phase, sous réserve que toutes les malfaçons aient été levées et autorise le raccordement de l'opération sur le réseau public.

ARTICLE 10 – RACCORDEMENT SUR LE RESEAU PUBLIC (Eau, Assainissement, Pluvial)

Le raccordement sur les ouvrages existants est exclusivement effectué aux frais de l'Aménageur par la Direction Eau et Assainissement de la CAPF.

Un devis est établi par la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) conformément aux dispositions tarifaires de la CAPF.

L'Aménageur et les acquéreurs des lots sont soumis, à compter du raccordement des ouvrages de la présente opération à l'application des règlements du Service d'Eau Potable, d'Assainissement et d'Eaux Pluviales, qui leur seront remis lors des demandes d'ouverture de branchements.

ARTICLE 11 – MESURES DE SAUVEGARDE (Tous les Concessionnaires)

L'Aménageur reste responsable jusqu'au transfert définitif (acte notarié) dans le patrimoine de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) et de la Commune :

- de tous les vols et dégradations commis sur l'ensemble des ouvrages d'Eaux Usées, d'Eau potable et d'Eaux Pluviales,
- de toutes les réparations réalisées suite aux vols ou aux dégradations, commis sur l'ensemble des ouvrages d'eau potable (coffrets de comptage, bornes de comptage... ,
- de la mise à niveau provisoire et définitive des ouvrages (bouches à clés, tampons, etc...) jusqu'au transfert de la voirie à la Commune, y compris dans le cas où des modifications seraient apportées aux aménagements réalisés (hors de l'Eau Potable., des Eaux Usées et des Eaux Pluviales) à la demande de la Collectivité (Commune ou Communauté d'Agglomération).

L'Aménageur fait assurer à ses frais, la maintenance des canalisations et des organes hydrauliques (vannes, ventouses, poteaux d'incendie, purges, régulateurs de pression, etc ...) ainsi que les ouvrages de voirie, espaces verts, éclairage public et mobilier urbain, depuis la réception (Article 9) et ce jusqu'au transfert définitif des ouvrages dans le patrimoine de la CAPF et de la Commune.

En cas de non-respect par l'Aménageur de l'ensemble des dispositions de la présente convention, la CAPF ou la Commune établit un rapport motivé.

S'il s'avère que les observations consignées dans ce rapport portent atteinte à la pérennité des ouvrages ci-dessus désignés ou au fonctionnement du service, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement) et/ou la Commune ont la possibilité de refuser l'intégration des ouvrages dans leur patrimoine.

La fourniture d'eau au compteur général ne pourra être assurée qu'après signature par l'Aménageur ou le représentant des immeubles desservis ou à desservir par le réseau privé, d'un contrat d'abonnement dans le cadre des dispositions du règlement du service d'Eau Potable adopté par la CAPF.

L'aménageur veille à ce que tous les travaux de construction des réseaux d'alimentation en eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales situés dans l'emprise de la présente opération soient réalisés dans les règles de l'art et que l'ensemble des ouvrages situés dans l'emprise de la présente opération ne recèlent pas de vices cachés qui pourraient compromettre le bon fonctionnement des installations.

ARTICLE 12 – RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive et le transfert des ouvrages devront faire l'objet, de la part de l'Aménageur, d'une demande préalable auprès de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (Direction Eau et Assainissement), sous réserve :

- que le Procès Verbal, dit de 1^{ère} phase, ait été délivré avec un avis favorable et une autorisation de raccordement sur le réseau public ait été accordée ;
- que les réfections définitives aient été réalisées ;
- que toutes les malfaçons constatées lors de la visite de réception définitive aient été réparées.

A cette demande, doivent être jointes, notamment les conventions de servitude avec transcription hypothécaire, s'il y a lieu, et toutes autres pièces justificatives demandées par la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (DEA) et la Commune.

La réception définitive des ouvrages fera l'objet d'un procès verbal, selon le modèle joint en annexe, signé par les contractants de la présente convention.

L'aménageur devra fournir à la Commune et à la CAPF l'ensemble des documents techniques suivants :

- plans de recollement de tous les réseaux souples et durs. Un plan précis sera fourni sous format papier (échelle 1/500 ou 1/200) et sous format informatique (DWG), lisible par un SIG. La ou les servitudes devront figurer sur les plans de recollement,
- procès verbaux d'essais des ouvrages,
- la fiche technique des structures de voie. Les différents essais de portance du sol avant et après la mise en œuvre de la structure seront les pièces de référence qui permettront à la collectivité de juger de la qualité des travaux réalisés (essai à la plaque suivant la norme AFNOR NF 94-11761). La valeur minimum de portance doit être de 50Mpa,
- s'il existe une étude géotechnique du terrain aménagé, celle-ci devra être jointe au procès-verbal de transfert,
- le plan de bornage devra être certifié conforme par un géomètre agréé. Après réalisation des travaux, les bornes arrachées devront être remises en place par ce même géomètre avant transfert,
- le plan général de la zone aménagée devra être daté et signé par le maître d'œuvre, il devra correspondre avec précision à l'aménagement réalisé,
- un plan de circulation établi lors de la conception de l'aménagement, il doit être conforme au code de la voirie routière.

ARTICLE 13 – TRANSFERT DEFINITIF

L'aménageur procédera dans un délai maximum de 6 mois après notification du procès-verbal de réception définitif aux formalités de rétrocession à titre gratuit des espaces publics. Le coût des formalités (bornage, acte, publication ...) sera à la charge de l'aménageur.

Il est institué une période de garantie d'une durée de 1 an à compter de la date de transfert de l'ensemble des ouvrages pendant laquelle l'aménageur reste responsable en cas de découverte de vices cachés ou de dysfonctionnement sur le réseau.

Pendant cette période, la CAPF et/ou la Commune informeront immédiatement par téléphone et confirmation par courrier, l'aménageur des éventuels désordres constatés et feront procéder aux réparations nécessaires aux frais de l'aménageur.

ARTICLE 14 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant à la demande de l'une ou l'autre des parties. Toute modification est subordonnée à l'accord des trois parties.

ARTICLE 15 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra fin :

- **1 an** après la signature du procès verbal de réception des ouvrages (fin de la période de garantie),
- et après la signature de l'acte notarié.

ARTICLE 16 – JURIDICTION

Tous litiges nés de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention devront faire l'objet préalablement d'un rapprochement des parties afin de trouver une conciliation amiable entre elles. A défaut d'accord amiable, le litige sera soumis au Tribunal Administratif de CAEN

Fait en trois exemplaires originaux, à **Flers**, le - **6 AOUT 2014**

<p>La Commune, <u>Représentée par :</u></p> <p> Le Maire,  Yves GOASDOUE</p>	<p>La Communauté d'Agglomération du Pays de Fers, <u>Représentée par :</u></p> <p>Le Vice-Président Aménagement Urbain-Urbanisme,   Pierre SALLES</p>
<p>L'Aménageur, <u>Représenté par :</u> (nom, fonction et signature)</p> <p> DESRAMÉ Jean-Claude Propriétaire Lotisseur </p>	

Les trois parties acceptent les termes de la convention ainsi que ses annexes.

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	39	3.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

SAINT GEORGES DES GROSEILLERS CRECHE PARCELLE AB 294 ACQUISITION FONCIERE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houleme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LAGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houleme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procurator :	Mandant	Mandataire	Questions
	Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	27 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	39	3.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par
Pierre SALLES
Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
AMENAGEMENT URBAIN URBANISME		1	12.05.14	4	
CONSEIL	Séance	3	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				3	39

OBJET	SAINT GEORGES DES GROSEILLERS - CRECHE - PARCELLE AB 294 - ACQUISITION FONCIERE
-------	--

SDC/VV

Chers Collègues,

La nouvelle crèche communautaire réalisée sur la commune de Saint Georges vient d'ouvrir ses portes. Il convient de régulariser le foncier, le bâtiment ayant été réalisé sur un terrain qui appartient à la commune de Saint Georges des Groseillers.

Par délibération du 21 mars 2014, le Conseil Municipal de Saint Georges a autorisé la cession de l'emprise foncière aux conditions suivantes :

Commune	Réf. cadastrale	Vendeur	Acquéreur	Surface approxima- tive	Prix		
					Estimation des Domaines	Conforme	Montant
Saint Georges des Groseillers	AB 294	Commune de St Georges des Groseillers	CAPF	744 m²	Sans objet < 75 000 €	Sans objet	4 400 €
TOTAL				744 m²			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 – DECIDER

d'acquérir l'emprise foncière de la crèche à la commune de Saint Georges des Groseillers dans les conditions ci-dessus décrites.

2 – AUTORISER

Monsieur le Président à signer l'acte notarié en l'étude Chaix-Champetier.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	39	3.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

3 – INDIQUER

que les frais de bornage et d'acte sont à la charge de la CAPF.

4 – IMPUTER

la dépense sur le Budget Général – opération 911.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL39-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/05/2014
Publication : 27/05/2014

CABINET DE GEOMETRE-EXPERT

Commune :
Saint-Georges-des-Groseillers (391)

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISE

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 1368 F

Numéro d'ordre du registre de
constatation des droits :

Cachet du service d'origine :

DIRECTION GÉNÉRALE
DES FINANCES PUBLIQUES
Pôle de topographie et
de gestion cadastrale

12 rue de l'Entrepôt
BP 70204
61206 ARGENTAN CEDEX
Tél 02 33 12 26 82

CERTIFICATION

(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)
a été établi (1) :

~~D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau~~

~~D'après la conformité d'un piquetage effectué sur le terrain~~

C - D'après un plan ~~d'arpentage~~ de bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le 5 Fév. 2014 par M. BELLANGER D. géomètre à FLERS

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la chemise 6463

A SAINT GEORGES DES GROSEILLERS le 14 Janvier 2014

Section : AB
Qualité du plan :

Echelle d'origine : 1/1000

Echelle d'édition : 1/1000

Date de l'édition : 16/12/2013

Support numérique :

Document d'arpentage dressé
par M. BELLANGER Dominique

à : 61104 FLERS cedex

Date : 20 Février 2014

Signature : CABINET Dominique BELLANGER

SELARL de Géomètre-Expert

73, rue de la Gare

BP 90195 - 61104 FLERS Cedex

Tél 02 33 64 60 87 - Fax 02 33 96 33 41

flers@cabinet-bellanger.fr

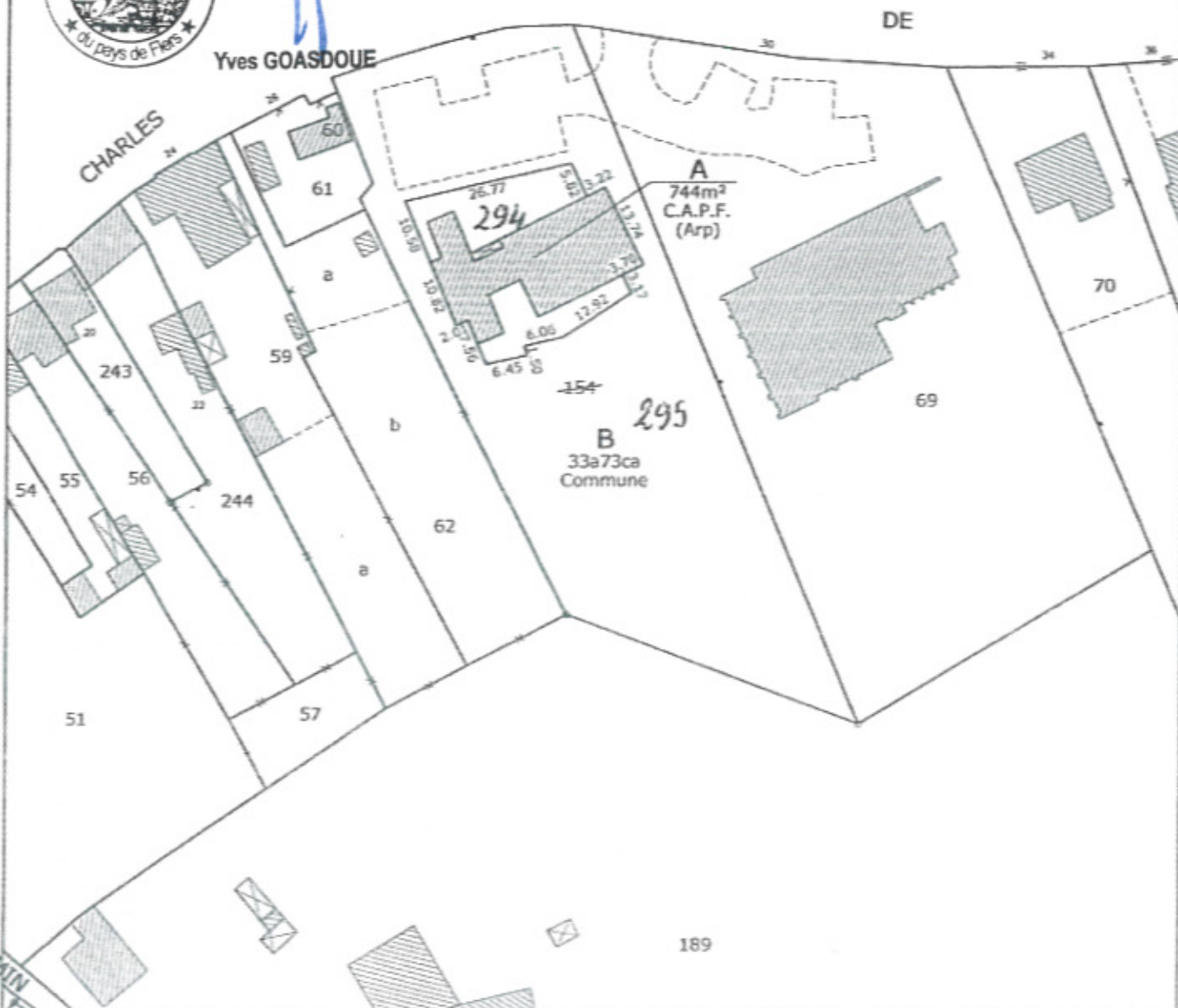
(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A doit apparaître que dans l'un des deux cas (2) ou (3) et la formule B, les propriétaires peuvent avoir choisi de ne pas la mentionner.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien relevé au cadastre, etc...)
(3) Préciser les noms et qualités de signataires et leur affiliation au professionnalisme (professionnel, associé représentant qualité de l'autorité expertante).

Annexe à la délibération n° 39
du CC n° 3 en date du 22/05/14



Le Président,

Yves GOASDOUE



PLAN DE BORNAGE

Annexe à la délibération n° 39
du CC n° 3 en date du 22/05/14



Le Président,

Yves GOASDOUE

parking



AB n° 69

AB n° 294
C.A.P.F.
Superficie réelle = 744m²

AB n° 62

AB n° 295
Commune de Saint Georges des Groseillers
Contenance Cadastre = 33a.73ca

AB n° 154

NOTA : Le bornage et les points de calage reportés ci-contre à l'échelle ont fait l'objet d'un lever régulier. Le fond de plan cadastral (en grisé) est figuré à titre informatif pour mieux situer le bornage par rapport aux propriétés, il n'a pas de valeur contractuelle et sa précision reste approchée. Il a pu être déformé par endroit pour être ajusté à la position réelle des limites, bornes ou portions de bâtiments levés sur le terrain.

Echelle du plan : 1/250



LEGENDE

- Fond de plan cadastral
- Limite nouvelle
- - - - - axe de halle
- - - - - Clôture grillage
- Signe d'appartenance

Dossier n° 110931

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	40	2.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

SOCIETE LEMOINE FRANCE SAS CREDIT-BAIL LEVÉE D'OPTION D'ACHAT ZONE DU CHAMP DE COURSE - FLERS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houïme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houïme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEMBault Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :

Mandant	Mandataire	Questions
Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	27 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

www.flers-agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	40	2.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Guy LANGE

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
ECONOMIE		01	12.05.14	1	
CONSEIL	Séance	3	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				4	40

OBJET	SOCIETE LEMOINE FRANCE SAS - CREDIT-BAIL - LEVEE D'OPTION D'ACHAT - ZONE DU CHAMP DE COURSE - FLERS
-------	--

SDC/EA/VV

Chers Collègues,

La société Techniswab avait signé un crédit-bail avec la Communauté de Ville du Pays de Flers pour un bâtiment situé 98 Rue Jean Chaptal à Flers (parcelles cadastrées ZC 132 et 168).

Le crédit-bail prévoit la possibilité pour le crédit preneur d'acquérir à la fin du crédit-bail (le 1^{er} septembre 2013) le bien pour la somme de 10 francs (soit 1 € 50).

La Société TECHNISWAB, devenue LEMOINE France SAS, nous a informés de son souhait d'acquérir le bien dans les conditions du contrat. Le bâtiment cadastré ZC 130 est déjà la propriété de la Société LEMOINE France SAS.

IL VOUS PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - DECIDER** la cession du bâtiment et des terrains cadastrés ZC 132 et 168 à la Société LEMOINE France SAS, dans les conditions ci-dessus décrites.
- 2 - AUTORISER** Monsieur le Président à signer l'acte notarié à intervenir en l'étude CHAIX-CHAMPETIER, avec le notaire de l'acquéreur.
- 3 - PRECISER** que tous les frais accessoires (honoraires, droits, taxes diverses) seront à la charge du crédit-preneur.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL40-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/05/2014
Publication : 27/05/2014

FLERS

agglomération



Commentaires :

Légende :

Cadastre_objet_lineaire_

ligne_diverse

Cadastre_ponctuel_diver

mitoyenneté

non mitoyenneté

Cadastre_Numero_voie

Numéro voie

Cadastre_Libelle_voie

Libelle_voie

lieu_dit_capf

nom

Cadastre_batiment

Bâtiments cadastre

Cadastre_surfactiques_di

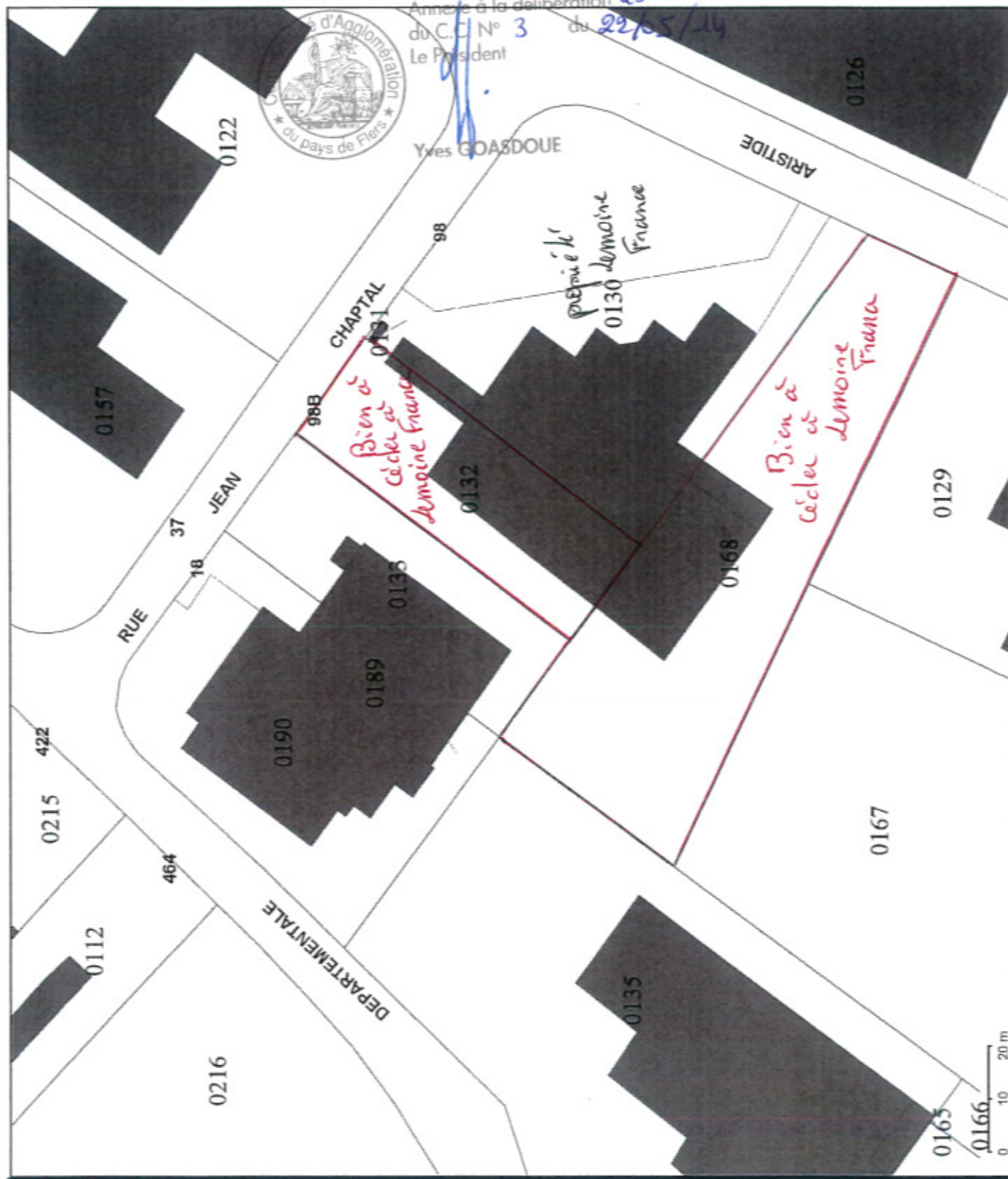
Etang-lac

Piscine

Echelle : 1 : 1000

24/04/14

Source : DGFiP, CAPF, Fond de carte IGN



FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	41	3.6	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

CESSION FONCIER ABROGATION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :	Mandant	Mandataire	Questions
	Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	27 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

www.flers-agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	41	3.6	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T

Présenté par

Guy LANGE

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
ECONOMIE		1	12.05.14	4	
CONSEIL	Séance	3	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				5	41

OBJET CESSIION FONCIER – ABROGATION

YZ/AJ/VV

Chers Collègues,

Par délibération n° 1021 du 28 mars 2012, l'assemblée communautaire a autorisé, dans le cadre de la commercialisation de la zone d'activités de la Jossière, la cession de la parcelle ZC 254p à la SARL DEMIR comme suit :

Commune	Parcelle	Surface approximative	Acquéreur	Vendeur	Estimation des domaines	Montant
Flers	ZC 254p	Env 6 583 m ²	SARL DEMIR (ou toute société s'y substituant)	CAPF	05.12.11 22€ le m ²	29 € HT le m ²

Dans la mesure où la SARL DEMIR a construit un bâtiment sur la commune de LANDISACQ, l'acquéreur est dans l'impossibilité d'acheter la parcelle ZC 254p.

Par délibération n° 63 du 21 février 2013, l'assemblée communautaire a autorisé, dans le cadre de la commercialisation de la zone d'activités des Grands Champs, la cession de la parcelle ZC 225 à la Société DEGIRMENCI comme suit :

Bénéficiaire	Projet	Surface approximative	Prix de vente HT	Estimation des Domaines	Conforme
STE DEGIRMENCI	Bureaux et cellules commerciales	Env 12 134 m ²	20 €/m ²	19.02.2013	OUI

Dans la mesure où le projet n'a pas pu réunir les financements suffisants à sa réalisation, l'acquéreur est dans l'impossibilité d'acheter la parcelle ZC 225.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	41	3.6	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Par délibération n° 182 du 26 juin 2013, l'assemblée communautaire a autorisé, dans le cadre de la commercialisation de la zone d'activités des Coudrettes, la cession du lot n° 5 à la SCI LES 4 B comme suit :

Bénéficiaire	Projet	Surface approximative	Prix de vente HT	Estimation des Domaines	Conforme
Société SCI LES 4 B	Entreprise de cosmétiques	31 780 m ²	465 000 €	05.02.2013	OUI

Dans la mesure où la SCI a trouvé une parcelle jouxtant son emplacement actuel pour réaliser son extension, l'acquéreur n'est plus en mesure d'acheter le lot n° 5 de la zone d'activités des Coudrettes.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

ABROGER les délibérations n° 1021 en date du 28 mars 2012, n° 63 du 21 février 2013 et n° 182 du 26 juin 2013.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL41-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/05/2014
Publication : 27/05/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	42	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

RESERVOIR D'EAU POTABLE DU HAUT FAIX REHABILITATION TRAVAUX ET DEMANDE DE SUBVENTIONS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtellier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEMBault Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :	Mandant	Mandataire	Questions
	Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	27 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	42	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par
Hervé LEMANCEL
Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
RESSOURCES EN EAU AEP INONDATIONS		1	14.05.14	1	
CONSEIL	Séance	3	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				6	42

OBJET	RESERVOIR D'EAU POTABLE DU HAUT FAIX - REHABILITATION - TRAVAUX ET DEMANDE DE SUBVENTIONS
-------	--

MLD/JCD/VV

Chers Collègues,

La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers exploite les réservoirs d'eau potable situés dans le périmètre sur lequel elle dispose de la compétence eau potable.

Afin de mettre en conformité et réhabiliter certains de ces réservoirs le nécessitant, elle a prévu la mise en sécurité et la réhabilitation d'une partie de ces derniers dans le cadre d'un programme pluri annuel de travaux.

Le réservoir du Haut Faix, situé sur la commune de Saint-Georges des Groseillers, fait partie des réservoirs à réhabiliter (étanchéité de la cuve).

Les travaux sont estimés à 100 000 € HT.

L'Agence de l'Eau Seine Normandie et le Conseil Général de l'Orne peuvent être sollicités pour financer une partie de ces travaux.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 – SOLLICITER** les subventions auprès du Conseil Général de l'Orne et de l'Agence de l'Eau Seine Normandie aux taux maximums.
- 2 – AUTORISER** Monsieur le Président, ou son représentant, à signer le(s) dossier(s) de demande de subventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL42-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/05/2014

Publication : 27/05/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	43	8.8	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF PRESTATION DE FACTURATION CONVENTION AVEC VEOLIA EAU

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtellier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :	Mandant	Mandataire	Questions
	Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	27 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	43	8.8	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T	C.A.P.F.		N°	Date	Question	
	EAUX USEES EAUX PLUVIALES SPANC		1	14.05.14	1	
	CONSEIL	Séance	3	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
					7	43

OBJET	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF – PRESTATION DE FACTURATION – CONVENTION AVEC VEOLIA EAU
-------	--

CR/VV

Chers Collègues,

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région de Messei a confié l'exploitation de son service de distribution publique d'eau potable à Véolia Eau.

Dans le cadre de la fusion-intégration de la Communauté de Communes de la Haute Varenne et du Houllme (C.C.H.V.H.) avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (C.A.P.F.), la compétence assainissement non collectif a été transférée des communes de l'ex C.C.H.V.H. à la C.A.P.F. à partir du 1^{er} janvier 2013.

L'ex C.C.H.V.H. ne facturait pas de contrôle de bon fonctionnement et d'entretien. Cette méthode a perduré en 2013, mais dans un souci d'homogénéisation sur l'ensemble du territoire de la nouvelle C.A.P.F., le règlement du SPANC s'est appliqué de façon uniforme à compter du 1^{er} janvier 2014.

En application de l'article R 2224-19-7 du CGCT, il est possible que le recouvrement des redevances et taxes d'assainissement non collectif soit effectué sur la même facture que celle du service de distribution publique d'eau potable.

Aussi, la C.A.P.F. a demandé à Véolia Eau, qui accepte, de recouvrer pour son compte les redevances d'assainissement non collectif des clients et propriétaires des communes de l'ex C.C.H.V.H. De ce fait, il est proposé d'établir une convention avec Véolia Eau qui facturerait pour le compte de la C.A.P.F., à compter du 1^{er} janvier 2014.

Les principales caractéristiques de cette convention seraient :

- La facturation du contrôle de bon fonctionnement et d'entretien de l'installation d'assainissement non collectif figure sur la même facture que les consommations d'eau potable,
- Véolia Eau applique les tarifs d'assainissement non collectif votés par le Conseil Communautaire, dès leur entrée en vigueur,
- Dès réalisation par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la C.A.P.F. du contrôle de réalisation de l'installation d'assainissement non collectif, les services communiquent, sans délai, à Véolia Eau, tous les éléments nécessaires à la facturation de l'abonné,

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	43	8.8	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

- Le reversement des sommes encaissées par Véolia Eau s'effectue en deux temps :
 - o Le 01/04/n, les sommes encaissées entre le 01/08/n-1 et le 31/01/n
 - o Le 01/10/n, les sommes encaissées entre le 01/02/n et le 31/07/n
- La rémunération de base de Véolia Eau de 1,50 € H.T. par facture émise, est réévaluée semestriellement selon l'indice FSD2. La facture correspondant à la prestation est facturée semestriellement à la C.A.P.F.
- La convention prend effet dès qu'elle est exécutoire jusqu'au terme du contrat de délégation du service public d'eau potable en cours.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - ACCEPTER** de confier à Véolia Eau la facturation des consommations d'assainissement non collectif des communes de l'ex-C.C.H.V.H.
- 2 - AUTORISER** le Président à signer la convention ci-dessus définie.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL43-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/05/2014

Publication : 27/05/2014

CONVENTION
entre

Annexe à la délibération n° ^{h3}
du CC n° 3 en date du 22/05/14

VEOLIA EAU COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
et
La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
DU PAYS DE FLERS

pour le recouvrement des redevances et taxes d'assainissement non collectif
sur les communes de : Banvou, Bellou en Houlme, Le Chatelier, La Coulonche, Dompierre,
Echalou, La Ferrière aux Etangs, Messei, Saint André de Messei, Saires la Verrerie,

ENTRE :

La **Communauté d'Agglomération du Pays de Flers**, représentée par son Président, Monsieur Yves GOASDOUE, agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération, dûment autorisé à cet effet par délibération du Conseil Communautaire en date du 22 mai 2014, et désignée dans ce qui suit par « **la Collectivité** »

d'une part,

ET

Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux, Société en commandite par actions au capital de 2.207.287.340 euros, dont le siège social est à Paris, 52 rue d'Anjou, inscrite au registre du commerce de Paris sous le n° 572 025 526, représentée par Monsieur Yannick RATTE, Directeur Régional Délégué, agissant au nom et pour le compte de la société, ci-après désignée par « **le Prestataire** »,

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Région de Messei a confié l'exploitation de son service de distribution publique d'eau potable à Veolia Eau-Compagnie Générale des Eaux par un Contrat d'affermage exécutoire le 16 décembre 2004, modifié par deux avenants.

Dans le cadre de la fusion-intégration de la Communauté de Communes de la Haute Varenne et du Houlme (C.C.H.V.H.) avec La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (C.A.P.F.), cette dernière a pris la compétence assainissement non collectif sur les communes de Banvou, Bellou en Houlme, Le Chatelier, La Coulonche, Dompierre, Echalou, La Ferrière aux Etangs, Messei, Saint André de Messei, Saires la Verrerie à partir du 1^{er} janvier 2013.

Par délibération en date du 19 décembre 2013, la Collectivité, a fixé le montant de la redevance d'assainissement non collectif prévue à l'article L.1331-8 du Code de la Santé Publique. En application de l'article R 2224 -19 - 7 du CGCT, la Collectivité, en accord avec le SIAEP de la Région de Messei a souhaité que le recouvrement des redevances d'assainissement non collectif de tous les redevables du service de ladite redevance lorsqu'ils sont abonnés au service d'eau potable du SIAEP de la Région de Messei sur le territoire des communes de l'Ex C.C.H.V.H. soit effectué sur la même facture que celle du service de distribution publique d'eau potable.

La Collectivité a demandé au Prestataire, qui accepte, de recouvrer pour son compte la redevance d'assainissement non collectif des clients et propriétaires assujettis à la redevance d'assainissement non collectif. De ce fait, la présente Convention confie la facturation de la redevance d'assainissement non collectif, qui comprend une part relative au contrôle de bon fonctionnement des installations et une part relative à l'entretien des installations d'assainissement non collectif, au Prestataire à compter du 1^{er} janvier 2014.

La présente convention a pour but de fixer les obligations respectives des parties et la rémunération pour service rendu.

En conséquence, il a été convenu ce qui suit :

Article 1. Objet de la convention – gestion des données des usagers redevables

Le Prestataire est chargé de la facturation et le recouvrement de la redevance d'assainissement non collectif auprès de tous les redevables de ladite redevance lorsqu'ils sont abonnés au service de distribution publique d'eau potable du SIAEP de la Région de Messei, sur le périmètre des communes suivantes : Banvou, Bellou en Houlme, Le Chatelier, La Coulonche, Dompierre, Echalou, La Ferrière aux Etangs, Messei, Saint André de Messei, Saires la Verrerie, qu'ils soient publics ou privés.

Article 2. Gestion des données des usagers redevables

Le Prestataire, en qualité de Déléataire du service d'eau potable du SIAEP de la Région de Messei, communique à la Collectivité la liste des abonnés du service des eaux pour lui permettre d'établir la liste des usagers assujettis à la redevance d'assainissement non collectif.

La Collectivité est seule responsable de l'établissement de cette liste d'usagers. En particulier, toutes les réclamations ou demandes d'explications formulées par les usagers seront instruites par la Collectivité, sans intervention du Prestataire.

La Collectivité communique au plus une fois par mois au Prestataire les données mises à jour par ses soins. La transmission des données s'effectue par fichier électronique sous format Excel ou équivalent.

La liste des clients du service des eaux sera remise à la Collectivité après chaque émission de factures dans un délai d'un mois à l'issue du cycle de facturation. La transmission des données s'effectue par fichier électronique sous format Excel ou équivalent.

Le Prestataire établit les factures et bordereaux correspondants dont un exemplaire sera tenu à la disposition de la Collectivité. En outre, Le Prestataire adressera à la Collectivité, après chaque facturation, une fiche récapitulative faisant apparaître :

- la recette globale attendue,
- le nombre d'usagers.

Le Prestataire encaisse les factures auprès des usagers et verse le produit de la redevance d'assainissement non collectif à la Collectivité dans les conditions indiquées ci-après.

Pour les clients dont les données eau potable ne sont pas déjà gérées dans son SI, le Prestataire enregistre ou modifie le nouveau client dans son SI. A ce titre, le Prestataire perçoit une rémunération spécifique pour chaque création ou modification.

Dans tous les cas, la Collectivité adresse, en tant que de besoin, le règlement du service de l'assainissement non collectif aux usagers du service de l'assainissement non collectif.

A la résiliation du contrat d'abonnement au service de l'eau, le Prestataire émet une facture d'arrêt de compte tant pour le service de l'eau que pour celui de l'assainissement non collectif.

Le Prestataire met à disposition de la Collectivité, des relevés des encaissements effectifs comportant, en rubrique particulière, le montant de la redevance d'assainissement non collectif.

Article 3. Facturation de la redevance d'assainissement non collectif

La Collectivité notifiera au Prestataire le montant de la redevance d'assainissement non collectif à appliquer au plus tard un mois avant sa période d'application. Ce montant s'appliquera à compter du 1er jour de la période de facturation suivant la notification faite au Prestataire. En l'absence de cette notification, Le Prestataire reconduira le montant fixé pour la période de facturation précédente.

Sur le vu de la liste des redevables mentionnée à l'article 1 de la présente convention et du barème de redevance ainsi fixé par la Collectivité, le Prestataire calculera le montant de la redevance, due par chaque abonné, au titre de l'assainissement non collectif.

La redevance d'assainissement non collectif sera facturée par Le Prestataire en même temps et avec la même périodicité que l'eau potable. Le montant de la redevance d'assainissement non collectif apparaîtra distinctement sur la facture d'eau sur laquelle figureront les coordonnées (adresse et n° de téléphone) du point d'accueil de la Collectivité.

Le Prestataire ne sera pas tenu pour responsable des retards à la facturation ou à l'encaissement qui seraient provoqués par des causes indépendantes de sa gestion propre. Elle n'aura, en aucun cas, à établir une facturation provisoire ni une facturation spéciale pour la redevance d'assainissement non collectif.

Le Prestataire établit les factures aux périodes prévues dans son contrat de délégation du service public de l'eau, soit une facturation semestrielle d'avance au titre du 1^{er} semestre de l'année n, début janvier et au titre du 2^o semestre de l'année n, début juillet de l'année n.

En cas de modification de ces périodes, le Prestataire informe la Collectivité dans les meilleurs délais.

Article 4. Versement du produit de la redevance d'assainissement non collectif

Les produits encaissés pour le compte de la Collectivité lui sont versés dans les conditions suivantes :

- Le 1er avril n, l'ensemble des sommes qu'elle aura encaissées entre le 1er aout n-1 et le 31 janvier n.
- Le 1er octobre n, l'ensemble des sommes qu'elle aura encaissées entre le 1er février n et le 31 juillet n.

Toute somme non versée à ces dates porte intérêt au taux légal en vigueur.

Le Prestataire établit un décompte des produits encaissés pour le compte de la Collectivité qui est adressé lors du reversement en fin d'exercice.

Douze mois après la date d'exigibilité des factures, le Prestataire transmet à la Collectivité l'ensemble des éléments relatifs aux sommes non-recouvrées (références des abonnés concernés, montant dû, etc.) afin qu'elle puisse engager elle-même les démarches de recouvrement qui lui sont ouvertes.

Chaque versement est assorti d'un état récapitulatif sur lequel sont clairement mentionnés :

- le montant facturé pour le compte de la Collectivité avec les références de la dernière délibération de la Collectivité en ayant fixé le montant ;
- la période de facturation ;
- la date d'exigibilité des factures ;

La Collectivité a le droit de vérifier la justification des informations mentionnées dans l'état récapitulatif en se faisant notamment communiquer, toute pièce de comptabilité et tout autre document utile.

Article 5. Instruction des impayés

En aucun cas, le Prestataire ne peut être tenu pour responsable vis à vis de la Collectivité du non paiement des redevances et taxes d'assainissement non collectif.

Après avoir usé des moyens mis à sa disposition par le règlement sur le service de l'eau, à l'exclusion des procédures contentieuses, le Prestataire établit et adresse à la Collectivité avec l'état de reversement, un état des redevances et taxes impayées en produisant une liste nominative des clients concernés.

En cas de paiement partiel, sauf demande spécifique du client, le montant du règlement est imputé au prorata des redevances et taxes facturées.

Toutes les réclamations ou demandes d'explications relatives au service de l'assainissement non collectif présentées par les clients ou les propriétaires sont instruites et traitées par la Collectivité. En cas de réception d'une réclamation de ce type par le Prestataire, celui-ci informe le client ou le propriétaire des coordonnées de la Collectivité. Il transmet sans délai à la Collectivité toutes les correspondances relatives au service de l'assainissement non collectif (demandes d'informations, réclamations, contestations, ...) qui lui sont le cas échéant adressées.

La Collectivité garantit le Prestataire contre tout recours qui serait exercé à son encontre par des clients du service de l'assainissement non collectif, à l'exception d'un manquement du Prestataire aux obligations qui lui incombent au titre de la présente Convention.

La Collectivité conserve l'entière responsabilité des obligations relatives à l'exploitation du service public d'assainissement non collectif et, en particulier, l'ensemble des obligations fiscales notamment celles relatives à la collecte et à la déclaration de la Taxe à la Valeur Ajoutée.

Article 6. Rémunération du Prestataire

Rémunération

En contre partie des charges qui lui incombent pour assurer les prestations prévues à l'article 3 ci-dessus, le Prestataire percevra auprès de la Collectivité la rémunération forfaitaire suivante hors taxes :

- Par facture, de **1,50 € HT**

Les tâches relatives à la création ou à la modification de client dans son SI pour les clients ne disposant pas de branchement eau potable incombant au Prestataire en application de la présente Convention sont rémunérées en valeur de base hors taxes au 01/01/2013 à hauteur de **15 € HT** par création ou modification de client.

La rémunération ci-dessus correspond aux conditions économiques connues le 1^{er} janvier 2013.

Actualisation

Ce montant évoluera chaque semestre selon les évolutions connues au premier jour de ce semestre du paramètre FSD2 (Frais et Services Divers - Modèle 2) publié par le Moniteur des Travaux Publics. La valeur connue de FSD2 au 1^{er} janvier 2013 est de 129,10 (SMBTP n° 5689 du 30 octobre 2012).

Si l'indice ci-dessus n'est plus publié, le Prestataire proposera à la Collectivité, son remplacement par un indice représentant sensiblement le même élément constitutif du prix, en indiquant les conditions de son raccordement. Les Parties signataires se mettront d'accord par simple échange de courrier.

La rémunération de la prestation fera l'objet d'une facture indépendante du versement du solde visé à l'article 4.

Le Prestataire facturera à la Collectivité chaque semestre, la rémunération correspondant à sa prestation. La Collectivité procédera au règlement dans un délai de 45 jours à réception du mémoire de rémunération.

Toute somme non versée à cette date porte intérêt au taux légal en vigueur.

Article 7. Dispositions diverses

Les signataires de la présente convention s'engagent à procéder aux déclarations et informations requises dans le cadre de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chacun des signataires se réserve la possibilité de vérifier auprès de l'autre que ces obligations ont bien été remplies.

Article 8. Date d'effet et durée de la Convention

La présente Convention prend effet à la date à laquelle elle aura acquis son caractère exécutoire, pour la durée du contrat de délégation du service public d'eau potable en cours dont l'échéance est actuellement fixée au 31 décembre 2016.

L'une ou l'autre des Parties peut résilier cette Convention à tout moment, en le signifiant à l'autre Partie par lettre recommandée, avec un préavis de six mois.

La présente Convention cesse de plein droit de s'appliquer si la Collectivité décide de ne plus exploiter directement l'assainissement collectif ou en cas de modification réglementaire des conditions actuelles de recouvrement des redevances et taxes d'assainissement collectif.

Article 9. Jugement des contestations

Les contestations qui s'élèveraient entre le Prestataire et la Collectivité au sujet de l'exécution ou de l'interprétation des clauses de la présente Convention, seront jugées par le Tribunal Administratif compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Communauté d'Agglomération du
Pays de Fiers



Le Président

Yves GOASDOUE

Pour Veolia Eau-Compagnie Générale
des Eaux

Le Directeur Régional
VEOLIA EAU - CGE
5, rue Montaigne
BP 5

76038 ROUEN Cedex 1

Yannick RATTE

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	44	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

ACQUISITION D'EQUIPEMENTS D'AUTOSURVEILLANCE DE LA STATION D'EPURATION DE ST-GEORGES-DES-GROSEILLERS – DEMANDE DE SUBVENTION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LAGLIN (Le Châtellier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :

Mandant	Mandataire	Questions
Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	27 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.I. si nécessaire

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	44	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

RAPPORT

Présenté par

Bruno LOUISE

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
EAUX USEES EAUX PLUVIALES SPANC		1	14.05.14	2	
CONSEIL	Séance	3	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				8	44

OBJET

**ACQUISITION D'EQUIPEMENTS D'AUTOSURVEILLANCE DE LA
STATION D'EPURATION DE ST-GEORGES-DES-GROSEILLERS -
DEMANDE DE SUBVENTION**

JCLS/JCD/VV

Chers Collègues,

La station d'épuration de la Poterie à Saint Georges des Groseillers a été auditée en fin d'année 2012 par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie (AESN) dans le cadre d'une validation de l'autosurveillance réglementaire menée sur la station. Cette opération visait à confirmer la validité et la fiabilité des mesures effectuées par le service. Cette validation conditionne pour le compte de l'AESN le versement de subventions ou d'aides, et valide les informations transmises au service de la Police de l'Eau.

Lors de cet audit, plusieurs écarts ont été soulevés. Il convient donc d'y répondre par des acquisitions de matériels inscrits au budget 2014 (préleveurs d'échantillons réfrigérés).

Le montant de l'opération est estimé à 10 000 € HT. Ce montant comprend : la fourniture de préleveurs fixes réfrigérés.

L'Agence de l'Eau Seine-Normandie peut aider financièrement la collectivité à la réalisation de ce projet.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER

Monsieur le Président à solliciter des prêts et subventions au taux maximum éligibles auprès de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL44-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/05/2014
Publication : 27/05/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	45	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

STATIONS D'EPURATION DE BELLOU-EN-HOULME, LANDIGOUE ET LANDISACQ : ACQUISITION ET INSTALLATION DE DEGRILLEURS AUTOMATIQUES DEMANDE DE SUBVENTION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houleme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LAGLIN (Le Châtellier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houleme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :	Mandant	Mandataire	Questions
	Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	27 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	45	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Bruno LOUISE

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
EAUX USEES EAUX PLUVIALES SPANC		1	14.05.14	3	
CONSEIL	Séance	3	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				9	45

OBJET

**STATIONS D'EPURATION DE BELLOU-EN-HOULME, LANDIGOU ET
LANDISACQ : ACQUISITION ET INSTALLATION DE DEGRILLEURS
AUTOMATIQUES – DEMANDE DE SUBVENTION**

JCLS/JCD/VV

Chers Collègues,

Les stations d'épuration des communes de Bellou-en-Houlme, Landigou et Landisacq sont actuellement pourvues de dégrilleurs statiques et manuels en tête de station. La tâche d'entretien de ces équipements est ingrate et nécessite une fréquence de passage régulière sur les sites.

L'installation de dégrilleurs automatisés permettrait d'espacer les fréquences de visites des sites, et notamment d'éviter des passages systématiques le week-end.

Le montant de l'opération est estimé à 30 000 € HT. Ce montant comprend : la fourniture et l'installation de dégrilleurs sur ces trois stations d'épuration.

L'Agence de l'Eau Seine-Normandie peut aider financièrement la collectivité à la réalisation de ce projet.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER Monsieur le Président à solliciter des prêts et subventions au taux maximum éligibles auprès de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL45-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/05/2014
Publication : 27/05/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	46	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

STATION D'EPURATION DU BUISSON A BANVOU DYSFONCTIONNEMENT DEMANDE DE SUBVENTION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtellier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :	Mandant	Mandataire	Questions
	Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	27 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	46	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par

Bruno LOUISE

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
EAUX USEES EAUX PLUVIALES SPANC		1	14.05.14	4	
CONSEIL	Séance	3	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				10	46

OBJET

**STATION D'EPURATION DU BUISSON A BANVOU -
DYSFONCTIONNEMENTS - DEMANDE DE SUBVENTION**

JCLS/JCD/VV

Chers Collègues,

Depuis la fusion entre la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (CAPF) et la Communauté de Communes de la Haute Varenne et du Houlme (CCHVH) au 1^{er} janvier 2013, la Direction Eau et Assainissement de la CAPF a constaté de nombreux dysfonctionnements sur la station d'épuration du Buisson sur la commune de Banvou, dysfonctionnements directement liés à la conception même de la station. Cette station récupère et traite les eaux usées du lotissement du Buisson à Banvou.

Ce constat ne fait que confirmer le contenu des rapports de visite annuelle du Service d'Appui Technique au Traitement des Eaux et des Milieux Aquatiques (SATTEMA) du Conseil Général de l'Orne depuis 2008, rapports faisant état de ces dysfonctionnements, indiquant que la station d'épuration ne permet plus de traiter correctement les eaux usées du lotissement et préconisant de prévoir le raccordement des habitations du lotissement du Buisson sur la station d'épuration du Bourg de Banvou dans les meilleurs délais.

En effet, afin de pallier ce problème de dysfonctionnements, la préconisation du SATTEMA semble la plus adaptée et la plus pérenne. La Direction Eau et Assainissement a estimé cette opération à 80 000 € HT.

L'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et le Conseil Général de l'Orne peuvent aider financièrement la CAPF à la réalisation de ce projet.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER

Monsieur le Président à solliciter des prêts et subventions au taux maximum éligibles auprès de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne et du Conseil Général de l'Orne.

ADOpte A L'UNANIMITE.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL46-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/05/2014
Publication : 27/05/2014



Le Président,

Yves GOASDOUE

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	47	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

PETITE ENFANCE-JEUNESSE - SUBVENTION ASSOCIATION « ANIMATION VISANCE ET NOIREAU » ANNEE 2014 - COMPLEMENT

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LAGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :	Mandant	Mandataire	Questions
	Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	27 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chermise Conseil - R.A.I. si nécessaire



PAYS DE FLERS

www.flers-agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	47	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T	C.A.P.F.		N°	Date	Question	
	PETITE ENFANCE JEUNESSE		1	13.05.14	1	
	CONSEIL	Séance	3	22.05.14	N° d'ordre 11	N° délibération 47

OBJET	PETITE ENFANCE-JEUNESSE - SUBVENTION - ASSOCIATION « ANIMATION VISANCE ET NOIREAU » - ANNEE 2014 - COMPLEMENT
-------	---

NL/TT/VV

Chers Collègues,

Dans le cadre de sa politique de Cohésion Sociale, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (C.A.P.F) a approuvé par délibération 300 du 27 février 2014, l'attribution de subventions pour 2014 aux associations concourant à la cohésion sociale.

Le Conseil Communautaire du 27 février 2014 a voté une subvention identique à celle de 2013, la C.A.P.F. n'ayant pas souhaité, sur la base des premiers éléments fournis, soutenir l'association « Animation Visance et Noireau » à hauteur de la demande de 34 020 €.

L'Association, qui œuvre sur les territoires de la Communauté de Communes du Canton de Tinchebray et de la C.A.P.F, propose des loisirs à destination notamment des enfants de Landisacq, commune qui a rejoint l'agglomération le 1er janvier 2013. Etant compétente pour l'accueil des jeunes enfants et l'accueil collectif des mineurs (article 7.7), l'association a perçu en 2013 une subvention de 17 074 €.

Cette somme avait été calculée sur la base des fréquentations des jeunes originaires de la commune de Landisacq sur l'année précédente, en tenant compte des journées d'ouverture, du prix journalier ou du prix d'un atelier pour les animations de centre de loisirs, de séjours/mini camps et des ateliers périscolaires.

L'idée était d'apporter une contribution auprès de l'association à la même hauteur que la Communauté de Communes du Canton de Tinchebray exclusivement pour les enfants de la commune de Landisacq après déduction des différentes participations financières des familles et partenaires.

Aujourd'hui, la CAPF a obtenu les différents éléments 2013 permettant de réajuster la subvention 2014, établissant la participation de la Collectivité à **21 562.23 €**, se répartissant de la façon suivante :

Centre de loisirs	Atelier périscolaire	Séjour/mini camps	Total
19 575.75 €	1 175.04 €	811.44 €	21 562.23 €

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	47	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

En conséquence, il est proposé de réajuster la subvention 2014 en attribuant à l'association un complément de **4 488.23 €** (21 562,23 sollicités - 17 074,00 € votés = 4 488,23 € d'ajustement).

Le complément de subvention sera versé en deux fois :

- 80 % à l'issue du vote du Conseil Communautaire,
- 20 % sur présentation du bilan d'activité.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - VALIDER** l'attribution d'un réajustement de la subvention 2014 pour les activités proposées aux enfants de la commune de Landisacq par l'association « AVN ».
- 2 - AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout document relatif à l'attribution de cette aide financière.
- 3 - AUTORISER** Monsieur le Président à procéder au versement de la subvention selon les modalités définies ci-dessus.
- 4 - INSCRIRE** le montant de subvention sur le budget primitif 2014, service de la Cohésion Sociale – Code 307.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL47-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/05/2014
Publication : 27/05/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	48	8.4	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

CONVENTION DE PROGRAMMATION ET DE SUIVI DES DEPLOIEMENTS DE LA FIBRE (FTTH) SUR LA VILLE DE FLERS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :	Mandant	Mandataire	Questions
	Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	02 JUIN 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	48	8.4	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

RAPPORT

Présenté par

Gérard COLIN

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
COHESION SOCIALE EMPLOI NUMERIQUE		1	13.05.14	1	
CONSEIL	Séance	3	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				12	48

OBJET	CONVENTION DE PROGRAMMATION ET DE SUIVI DES DEPLOIEMENTS DE LA FIBRE (FTTH) SUR LA VILLE DE FLERS
-------	--

CD/VV

Chers Collègues,

Le 20 février 2013, le gouvernement a présenté sa stratégie pour le déploiement du très haut débit sur le territoire national. Cette stratégie est déclinée au sein du « Plan France Très Haut Débit ». Son objectif est de déployer la fibre optique de bout en bout (jusqu'à l'abonné) et vise à résorber les zones ne bénéficiant pas d'un bon débit (3 à 4 Mbit/s) d'ici 2017.

Pour atteindre cet objectif, il est indispensable de coordonner les initiatives publiques et privées. Cette coordination est décrite dans le Plan Numérique Ornaïs, rédigé par le Conseil Général et voté par son assemblée plénière le 22 mars 2013. Il y est précisé que l'opérateur Orange s'est engagé à déployer la fibre sur l'ensemble de la commune de Flers. Cet engagement est retranscrit dans une convention type, rédigée par l'Etat à travers la Mission Très Haut Débit, et objet de cette délibération. Les signataires de la convention sont l'Etat, le Conseil Général, la Communauté Urbaine d'Alençon, et la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers. Pour mémoire, la C.A.P.F. a la compétence pour la mise en œuvre des documents de planification de l'aménagement numérique (article 7.10 des statuts).

La convention reprend les engagements à la fois de l'opérateur Orange et des collectivités.

L'opérateur s'engage à :

- déployer, sur ses ressources propres, un réseau qui permette à chaque local d'être raccordable,
- mettre à disposition de la collectivité un document décrivant les méthodes et « pratiques métiers » qu'il met en œuvre dans le cadre de son déploiement.

La collectivité doit s'engager à :

- transmettre toutes les informations utiles au déploiement des réseaux (PLU, projets, fourreaux publics, les contraintes calendaires en cas d'animations),
- faciliter le déploiement sur le domaine public de la commune (choix d'un interlocuteur, mise en place de procédure d'échange et de travail pour les autorisations de voiries),
- mettre en place des actions de sensibilisation auprès des gestionnaires d'immeubles afin de faciliter le passage de la fibre dans les parties communes,
- organiser des actions de communications afin d'informer sur l'état d'avancement du déploiement (information dans le journal communautaire et/ou sur le site internet).

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	48	8.4	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Le contenu de la convention précise la méthode et la gouvernance pour la priorisation de déploiement de la fibre sur la commune.

La méthode de déploiement est développée au sein de la convention, et prévoit que Orange organise une réunion préalable d'information, établit un schéma global par grandes zones de déploiement sur la zone concertée, lance les études détaillées 6 mois avant le déploiement de la fibre dans la zone et demande les autorisations nécessaires. Des réunions techniques seront régulièrement tenues entre l'opérateur et la CAPF afin de résoudre les différents problèmes opérationnels.

Afin de s'assurer de la bonne exécution de la convention, un Comité de suivi sera institué. Les membres du comité sont les signataires ou leurs représentants. Il se réunira au moins chaque trimestre, et en tant que de besoin, à la demande des parties. Le Comité suit l'avancement des déploiements et constate les écarts par rapport aux engagements initiaux. Il est un lieu d'échange et de concertation afin de contribuer au règlement des difficultés rencontrées par les Parties n'ayant pas trouvé de solution pour répondre à leurs engagements respectifs.

En cas de non respect des engagements de l'une des Parties malgré la phase de concertation, le Préfet de Région est saisi et entend les parties. Si dans un délai de six mois suivant la saisine du Préfet, les difficultés sont persistantes, l'avis du Comité de suivi national de concertation prévu par le Plan France Très Haut Débit peut être sollicité. Au regard de cet avis, le Comité de suivi constate la défaillance de l'une des Parties qui peut amener à la résiliation de la convention.

Cette convention s'achèvera le 31 décembre 2020.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER le Président ou son représentant, à signer la convention à intervenir avec Orange pour le déploiement de la FTTH sur la Ville de Flers.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL48-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/06/2014
Publication : 02/06/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	49	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

COHESION SOCIALE SUBVENTION DE L'ESPACE PUBLIC NUMERIQUE DE L'ALBATROS A SAINT GEORGES DES GROSEILLERS ANNEE 2014

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :

Mandant	Mandataire	Questions
Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	27 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	49	7.5	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T

Présenté par

Gérard COLIN

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
COHESION SOCIALE EMPLOI NUMERIQUE		1	13.05.14	2	
CONSEIL	Séance	3	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				13	49

OBJET	COHESION SOCIALE – SUBVENTION DE L'ESPACE PUBLIC NUMERIQUE DE L'ALBATROS A SAINT GEORGES DES GROSEILLERS – ANNEE 2014
-------	---

SaM/TT/AF

Chers Collègues,

Dans le cadre de sa politique en faveur du Numérique, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers soutient les Cyberbases contribuant à mailler son territoire au bénéfice des usagers.

Au-delà des équipements gérés en régie simple (à la Médiathèque, à la Maison d'activités Emile Halbout et à la Maison d'activités Saint Michel), des structures associatives participent à favoriser l'accès de la population aux technologies de l'information et de la communication (TIC). L'Espace Public Numérique (EPN) géré par l'Albatros s'inscrit dans ce cadre.

Jusqu'en 2013, il s'agissait d'une Cyberbase mise en œuvre par 2 structures (le Centre d'Animation – MJC de Flers et l'Albatros) et sur 2 territoires (Saint Georges des Groseillers et Flers). L'association l'Albatros était le porteur principal du projet et employait l'animateur intervenant dans les deux structures dans le cadre d'un emploi aidé par le Conseil Régional.

Le Centre d'Animation – MJC de Flers n'a pas souhaité poursuivre l'activité Cyberbase en 2014. L'association l'Albatros souhaite porter seule le projet pour assurer une continuité du service auprès des usagers et dans une volonté de développement le volet « activités numériques » à travers les activités suivantes : ouvertures d'accès libre à l'EPN, ateliers d'initiation tous publics, animations dans le cadre d'activités scolaires, périscolaires et en centre de loisirs, nouveaux usages : tablettes, smartphones, etc...

La subvention se décline en deux types d'aide : Une aide de fonctionnement et une aide calculée par poste informatique de la cyberbase (550 € par poste).

Aide	2013		Demande Albatros 2014
	MJC	L'Albatros	
Aide au fonctionnement	8 400 €		8 400 €
Aide par poste (nombre de postes)	4 400 € (8)	3 300 € (6)	3 300 € (6)
TOTAL	16 100 €		11 700 €

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	49	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Prenant en compte le projet de développement déposé par l'Albatros, lequel permet également d'honorer le conventionnement relatif aux EPN entre la structure et le Conseil Régional, mais incluant un fonctionnement réel sur 9 mois (vacance du poste d'animateur au cours du premier trimestre 2014), il est proposé de proratiser en conséquence l'aide au fonctionnement :

Aide	Proposition
Aide au fonctionnement	6 300 €
Aide par poste (nombre de postes)	3 300 € (6)
TOTAL	9 600 €

La subvention fera l'objet d'une convention d'objectifs et sera versée en deux fois :

- 80 % à l'issue du vote du Conseil Communautaire,
- 20 % sur présentation d'un bilan d'activité.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - VALIDER** l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement de l'Espace Public Numérique de l'Albatros et pour l'aide par poste.
- 2 - AUTORISER** Monsieur le Président à signer tout document relatif à l'attribution de cette aide financière.
- 3 - AUTORISER** Monsieur le Président à procéder au versement de la subvention selon les modalités définies ci-dessus.
- 4 - INSCRIRE** le montant de subvention sur le budget primitif 2014, service de la Cohésion Sociale – Code 307.
- 5 - PRECISER** que la C.A.P.F. ne s'engage pas sur la pérennité de ce financement au terme de l'emploi tremplin.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL49-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/05/2014
Publication : 27/05/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	50	1.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

CENTRE AQUATIQUE CAPFL'O GESTION DES FLUIDES LANCEMENT DE L'APPEL D'OFFRES

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtellier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :	Mandant	Mandataire	Questions
	Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	28 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



PAYS DE FLERS
AGGLOMÉRATION

www.flers-agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	50	1.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T Présenté par Patrick LESELLIER Vice-Président	C.A.P.F.		N°	Date	Question	
	TOURISME EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS		01	15.05.14	1	
	CONSEIL	Séance	03	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
					14	50

OBJET	CENTRE AQUATIQUE CAPFL'O – GESTION DES FLUIDES – LANCEMENT DE L'APPEL D'OFFRES
--------------	---

MF/EA

Chers Collègues,

Par délibération n° 887 du 22 septembre 2011, votre assemblée a approuvé le lancement d'un appel d'offres pour la prestation d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage, de ventilation, de production d'eau chaude sanitaire, de traitement et de filtration et d'électricité basse tension du centre aquatique Capfl'O, à savoir :

- la gestion des fluides (eau, gaz, électricité, produits de traitement de l'eau et autres combustibles),
- la conduite, la surveillance, l'entretien et le dépannage des installations,
- la garantie totale des installations.

Ce marché, signé avec la société DALKIA, est d'un montant de 293 700 € HT annuel. L'échéance arrive le 31 mars 2015.

Après étude des services et évaluation des prestations réalisées, il vous est proposé de relancer un appel d'offres de 2 ans reconductible deux fois 1 an.

Le dossier de consultation a été revu, notamment l'encadrement technique du prestataire qui sera choisi, en collaboration par la Direction Eau et Assainissement, la Direction des Espaces Publics et du Patrimoine et la Direction de l'Attractivité du Territoire.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - APPROUVER** le dossier de consultation pour les prestations d'exploitation et de maintenance des installations de chauffage, de ventilation, de production d'eau chaude sanitaire, de traitement et de filtration et d'électricité basse tension.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	50	1.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

2 - AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à lancer l'appel d'offres ouvert pour désigner une société qui sera chargée des prestations des installations de chauffage, ventilation, eau chaude sanitaire, filtration et électricité basse tension.

3 - AUTORISER la Personne Chargée des Marchés à signer les marchés avec le candidat retenu par la CAO dans le cadre de l'enveloppe financière déterminée.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL50-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2014
Publication : 28/05/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	51	7.10	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

CAMPING DU PAYS DE FLERS PETITS DEJEUNERS FIXATION TARIFS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazouque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houime), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtellier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazouque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houime), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :

Mandant	Mandataire	Questions
Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	28 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



PAYS DE FLERS
AGGLOMÉRATION

www.flers-agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	51	7.10	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par
Patrick LESELLIER
Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
TOURISME EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS		01	15.05.14	2	
CONSEIL	Séance	03	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				15	51

OBJET	CAMPING DU PAYS DE FLERS – PETITS DEJEUNERS – FIXATION TARIFS
--------------	--

SLM/EA

Chers Collègues,

Pour répondre à la demande des touristes et pour offrir une meilleure qualité d'accueil, il vous est proposé que le Camping vende des petits déjeuners servis sous le kiosque.

Ce nouveau service s'effectuera exclusivement sur réservation jusqu'à la veille au soir au chalet d'accueil.

Ce petit déjeuner sera proposé au tarif de 5 € par personne et sera composé de :

- 1 boisson chaude
- 1 viennoiserie
- ½ baguette (confiture + beurre)
- 1 jus d'orange

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

COMPLETER la grille tarifaire du Camping comme décrite ci-dessus.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL51-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2014
Publication : 28/05/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	52	8.4	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

ROUTE TOURISTIQUE SUISSE NORMANDE CONVENTION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtellier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :	Mandant	Mandataire	Questions
	Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	28 MAI 2014

DIFFUSION Interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



1000 LA FLERS

www.flers-agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	52	8.4	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

RAPPORT

Présenté par
Patrick LESELLIER
Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
TOURISME EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS		01	15.05.14	3	
CONSEIL	Séance	03	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				16	52

OBJET	ROUTE TOURISTIQUE SUISSSE NORMANDE - CONVENTION
-------	---

MF/EA

Chers Collègues,

Par délibération n° 17 du 27 février 2014, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de route touristique suisse normande qui consiste à proposer un itinéraire qui relie le tracé côté Calvados avec celui de l'Orne : la route touristique Suisse Normande côté Orne.

Le coût global des panneaux est légèrement supérieur (+ 443,44 €), suite à une modification du balisage. Il est de 14 392,79 € HT, réparti entre les 3 partenaires, la CAPF, la CDC du Val d'Orne, et la CDC du Bocage d'Athis, en fonction du nombre de panneaux nécessaires, soit 5 110,65 € HT (+ 427,02 €) pour la CAPF.

Une convention entre les 3 parties précise les modalités, sachant que c'est la CDC du Bocage d'Athis qui est coordonnateur du groupement de commandes.

Le Comité Départemental du Tourisme participera à hauteur de 20 % de la dépense engagée par chaque communauté de communes.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 - APPROUVER le projet présenté.

2 - AUTORISER Monsieur Le Président, ou son représentant, à signer la convention (jointe en annexe) et toutes les pièces relatives à cette opération.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL52-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2014
Publication : 28/05/2014

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA REALISATION DE LA ROUTE TOURISTIQUE SUISSE NORMANDE

Entre,

La Communauté de Communes du Bocage d'Athis, représentée par Monsieur Philippe VERRIER, Président, par délibération en date du 12 mai 2014,

La Communauté de Communes du Val d'Orne représentée par Madame Monique GUIBOUT, Présidente,

Et La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers représentée par Monsieur Yves GOASDOUE, Président,

Préambule :

Une grande majorité des touristes situe la Suisse-Normande principalement dans le département du Calvados. Le projet de création d'une route touristique de la Suisse-Normande, côté Orne, serait un moyen efficace de faire connaître et reconnaître la Suisse-Normande de l'Orne.

Dans cette perspective, les offices de tourisme de Flers, Putanges et des Collines de Normandie ont travaillé avec les offices de Condé sur Noireau, Suisse Normande (Thury) et Falaise à l'élaboration d'une carte de la Suisse-Normande dans sa globalité.

Les trois collectivités décident donc de s'associer afin de réaliser en commun les aménagements de la route touristique Suisse-Normande.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Mise en place d'un partenariat entre les Communautés de Communes du Bocage d'Athis, du Val d'Orne et la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers pour la réalisation des aménagements sur la route touristique.

Article 2 : Détail de la mission

Le partenariat a pour but la réalisation conjointe des actions ci-dessous :

- Acquisition de panneaux « Suisse-Normande »
- Implantation des panneaux pour la Cdc du Val d'Orne.

Article 3 : Répartition des charges

Le coût sera réparti en fonction du nombre de panneaux nécessaires sur chaque territoire, à savoir :

Pour la Communauté de Communes du Bocage d'Athis	4 298,52 € HT
Pour la Communauté de Communes du Val d'Orne (ce montant comprend la fourniture et la pose)	4 983,62 € HT
Pour la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	5 110,65 € HT
Soit un total de 14 392,79 € HT.	

Article 4 : Répartition des subventions

Pour la réalisation de ces aménagements, les communautés peuvent percevoir une subvention :

- du Comité départemental du tourisme à hauteur de 20 % des dépenses.

La subvention sera versée à la Communauté de Communes du Bocage d'Athis, qui se chargera de reverser la quote-part revenant à chaque collectivité partenaire.

Article 5 : Le groupement de commandes

1- Objet du groupement de commandes

Le groupement de commandes est chargé des missions suivantes, pour toutes les collectivités du groupement :

- Acquisition des panneaux, de flèches directionnelles.

Le groupement de commandes est chargé des missions suivantes, pour la Communauté de Communes du Val d'Orne :

- L'implantation des panneaux.

Le marché étant inférieur à 15 000 € HT, une consultation sera réalisée auprès de différents fournisseurs.

2- Durée du groupement

Le groupement prendra fin dès la fin de la pose des panneaux sur la Cdc du Val d'Orne.

3- Membres du groupement

Le groupement de commandes est constitué des Communautés de Communes et de la Communauté d'Agglomération signataires et désignées en préambule.

4- Coordonnateur du groupement

Pour la réalisation du groupement et en application des dispositions de l'article 8 du Code des marchés publics, la Communauté de Communes du Bocage d'Athis est désignée par l'ensemble des membres du groupement comme coordonnateur.

5- Mission du coordonnateur

Le coordonnateur est chargé :

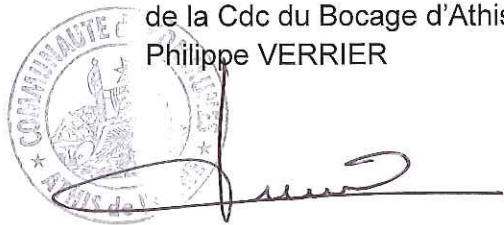
- de centraliser les besoins,
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation,
- de signer le devis retenu et exécuter le marché,
- de solliciter la subvention auprès du CDT et de payer le fournisseur retenu,
- d'adresser les titres de recette aux collectivités selon la répartition prévue,
- de reverser la quote-part de la subvention aux deux collectivités concernées.

6- Adhésion

Chaque membre adhère au groupement de commande en adoptant la présente convention.

Fait à Athis, le

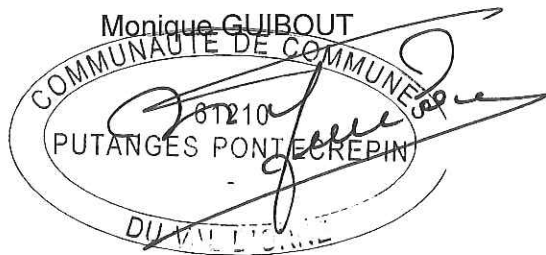
Le Président
de la Cdc du Bocage d'Athis
Philippe VERRIER



Le Président
de la CAPF
Yves GOASDOUE



La Présidente
de la Cdc du Val d'Orne
Monique GUIBOUT



FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	53	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

CIRCUIT TOURISTIQUE DU PATRIMOINE MINIER DEMANDE DE SUBVENTION

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUTICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messel), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houïme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messel), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messel), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houïme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messel), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :	Mandant	Mandataire	Questions
	Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	28 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	53	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par
Patrick LESELLIER
Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
TOURISME EQUIPEMENTS SPORTIFS ET DE LOISIRS		01	15.05.14	4	
CONSEIL	Séance	03	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				17	53

OBJET	CIRCUIT TOURISTIQUE DU PATRIMOINE MINIER – DEMANDE DE SUBVENTION
-------	--

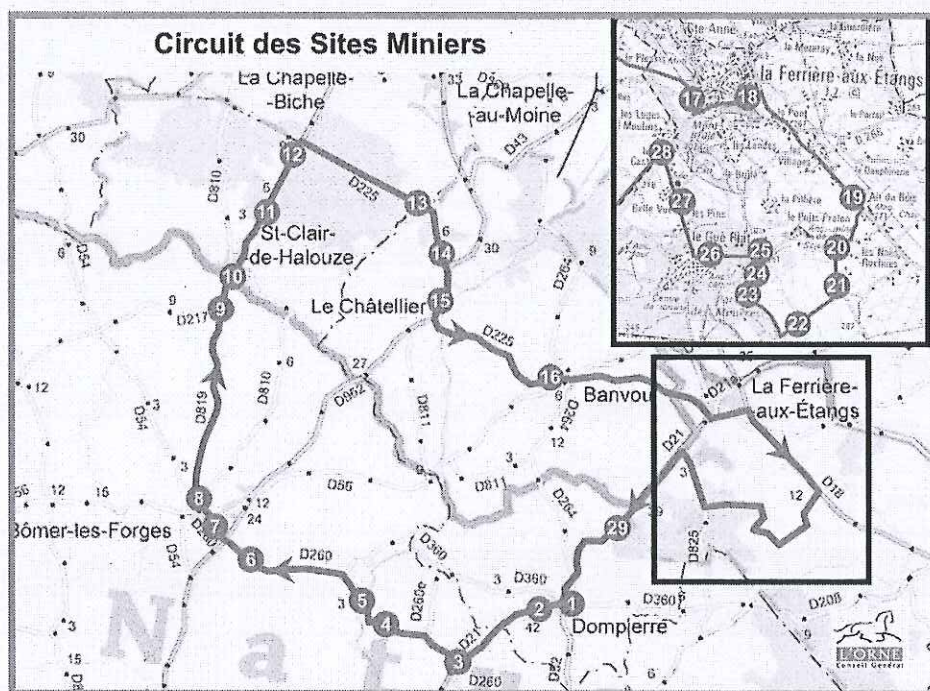
SLM/EA

Chers Collègues,

Les lieux de témoignage de l'activité minière sont nombreux sur notre territoire : le chevalement de Saint Clair, les fours de la Bocagerie, les forges de Varenne, les fours de calcination de la Butte Rouge, les cités minières de St Clair de Halouze et La Ferrière aux Etangs, ...

Afin de mettre en valeur l'ensemble de ce patrimoine minier, il est proposé de créer un circuit touristique à effectuer en voiture, afin, d'une part, de répondre à une demande constatée par l'association Le Savoir et Le Fer, au niveau de la Maison du Fer et d'autre part, constituer une offre touristique supplémentaire.

Le circuit déterminé, et validé par le Comité Départemental du Tourisme, est de 34 km. Il passe par 14 sites mis en valeur et nécessite l'implantation de 39 panneaux.



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	53	7.5	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Le Conseil Général subventionne à hauteur de 20 % les projets de circuit touristique.

Le plan de financement est le suivant :

Dépenses	Montants HT	Recettes	Montants HT
39 panneaux (fourniture & pose)	13.500,00	Département	2.700,00
		CAPF	10.800,00
Total	13.500,00	Total	13.500,00

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - APPROUVER** le projet de création de circuit touristique sur le thème du patrimoine minier, comme décrit ci-dessus.
- 2 - AUTORISER** le Président à déposer un dossier de demande de subvention auprès du Conseil Général de l'Orne.
- 3 - AUTORISER** Monsieur le Président à signer toutes les pièces relatives à ce projet.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL53-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2014
Publication : 28/05/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	54	8.7	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU COVOITURAGE SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE L'ASSOCIATION ETAPE ET LA CAPF

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houleme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houleme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEMBault Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :

Mandant	Mandataire	Questions
Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	28 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



PAYS DE FLERS
AGGLOMERATION

www.flers-agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	54	8.7	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par
Daniel BIGEON
Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
Transports publics – PDU Entrées de ville d'intérêt communautaire		01	15.05.14	1	
CONSEIL	Séance	03	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				18	54

OBJET	DEVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE DU COVOITURAGE – SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE L'ASSOCIATION ETAPE ET LA CAPF
--------------	--

BP/EA

Chers Collègues,

Par délibération n° 1154 du 20 décembre 2012, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers a approuvé son Plan de Déplacement Communautaire (P.D.C.).

Dans ce cadre, la CAPF s'est engagée à favoriser le développement du covoiturage et plus globalement des démarches d'éco-mobilité.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers souhaite ainsi engager, à moyen terme, un Plan de Déplacement Administration (P.D.A.) commun avec la ville de Flers suite à l'adoption de son règlement d'utilisation des véhicules communautaires.

Le P.D.A. est un plan d'actions en faveur de l'usage des modes de transport alternatifs à la voiture particulière. C'est aussi une démarche technique et managériale en faveur du développement durable. Les enjeux majeurs du P.D.A. sont environnementaux de part la réduction du trafic automobile et économiques en termes de réduction des coûts de déplacement et de stationnement. Le Plan de Déplacement Administration a pour objectifs de favoriser les pratiques de déplacement les plus propres et les plus économiques, tant pour les trajets domicile-travail que pour les déplacements entre les sites; tout en contribuant à faire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers une administration éco-responsable.

En amont du lancement de son Plan de Déplacement Administration, la CAPF souhaite d'ores et déjà sensibiliser ses agents à la pratique du covoiturage.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1- APPROUVER** le lancement d'un Plan de Déplacement Administration commun CAPF / Ville de Flers suite à l'adoption de son règlement d'utilisation des véhicules communautaires.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	54	8.7	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

2 - APPROUVER le développement de la pratique du covoiturage auprès des agents de la CAPF.

3 - VALIDER la convention de partenariat avec l'Association Etape annexée à cette délibération.

4 - AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention de partenariat et les pièces relatives au développement de la pratique du covoiturage.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL54-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2014
Publication : 28/05/2014

CONVENTION

Développement du covoiturage auprès des agents de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers

2014 – 2015

Annexe à la délibération n° 54
du CC n° 03 en date du 22.05.16

Préambule :

Les associations partenaires de la démarche « Covoiturons en Basse-Normandie » s'engagent sur la Charte partenariale pour l'Animation du covoiturage en Basse-Normandie. A ce titre, elles coordonnent leurs actions dans un objectif de cohérence et couverture homogène, elles ciblent prioritairement les salariés des entreprises dans le cadre de leur déplacements domicile – travail, elles mobilisent les différents acteurs afin d'inciter tous les bas-normands à pratiquer le covoiturage, elles mutualisent les outils et les données afin de rendre le plus efficace l'action et assurent un suivi commun de l'évolution de la pratique du covoiturage en Basse-Normandie.

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, représentée par Mr Yves GOASDOUE, Président, d'une part, autorisée par délibération n° 54 du 22 mai 2014.

ET

L'Etape, dont le siège social est 1 rue Emile Chénel, 14500 Vire, représentée par M. Jean-Yves PATRY, Directeur, d'autre part,

L'association Etape est reconnue par la Région Basse-Normandie en tant qu'association partenaire de la démarche « Covoiturons en Basse-Normandie ».

Article 1

OBJET DE LA CONVENTION

- Informer et sensibiliser les entreprises, administrations, collectivités et leurs salariés(es) aux avantages de la pratique du covoiturage ;
- les inciter à s'inscrire sur le site régional www.covoiturage-basse-normandie.fr et à déposer leurs trajets ou à en rechercher ;
- impulser la démarche de la pratique du covoiturage dans l'entreprise au moyen des outils et services que la Région Basse-Normandie met à disposition : site régional www.covoiturage-basse-normandie.fr, espace partenaires, affiches, flyers, aménagement d'aires de covoiturage et, éventuellement, au moyen de supports propres à l'association.

Article 2

ENGAGEMENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS

La CAPF s'engage à court terme à :

- nommer une personne référente chargée de suivre l'application de cette convention et de favoriser l'intervention de l'association auprès des salariés(es),
- distribuer les flyers « covoiturage » de la Région à ses salarié-e-s.

La CAPF s'engage, à moyen terme, dans le cadre du lancement de son Plan de Déplacement Administration (P.D.A.) commun avec la commune de Flers à :

- dégager du temps à ses salariés(es) (*public visé*) afin qu'ils reçoivent, de la part de l'association animatrice du covoiturage, une information et une sensibilisation à la pratique du covoiturage,
- à permettre l'intervention de l'animateur du covoiturage au sein de la collectivité dans le cadre des créneaux horaires déterminés sous forme d'animation collective, ou individuelle, le cas échéant,
- à déterminer avec l'association animatrice du covoiturage le nombre d'interventions prévues sur la durée d'application de la convention.

Article 3

ENGAGEMENT DE L'ASSOCIATION

III 1 Information

L'association L'Etape s'engage à assurer une information et une sensibilisation des salariés(es) à compter de la date de signature de la présente convention.

III 2 Charte du covoitureur

L'association L'Etape s'engage à informer les salariés(es) de la charte du covoitureur.

Celle-ci est également disponible sur le site régional www.covoiturage-basse-normandie.fr

III 3 Espace de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers

En fonction de l'effectif de CAPF et de sa capacité à promouvoir le covoiturage auprès de ses salariés (agents), l'association s'engage à solliciter un espace CAPF dédié sur le site Internet de covoiturage www.covoiturage-basse-normandie.fr auprès de la Région Basse-Normandie.

III 4 Gratuité du service

L'association L'Etape s'engage à informer et sensibiliser gratuitement la direction et les salariés(es) à la pratique du covoiturage.

III 5 Confidentialité des données

L'association L'Etape s'engage à respecter la confidentialité des données personnelles conformément à la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978.

III 6 Bilan

L'association s'engage à communiquer un bilan annuel et final de(s) l'intervention(s) à La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Article 4

SUIVI

Les parties s'engagent à se signaler mutuellement toutes difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de la présente convention.

Article 5

DUREE DE LA CONVENTION – RESILIATION

V 1 Durée de la convention

La présente convention est signée pour la période 2014 - 2015.

V 2 Résiliation

L'une des deux parties pourra, toutefois, résilier cette convention, sur motivation, par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de trois mois.

A Flers, le 23 mai 2014

Pour la CAPF

Le Président



Jean GOASDOUE

Pour l'Etape

Le Directeur


1, rue Emile Chêne
14500 VIRE
Tél. : 02 31 68 88 65 - Fax : 02 31
letape-vire@letape-emploi.fr
Siret : 401 016 290 001
Jean-Yves PATRY

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	55	7.10	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

TRANSPORTS URBAINS ET SCOLAIRES ACTUALISATION DES TARIFS AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2014

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Domplierre), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Domplierre), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEMBault Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :

Mandant	Mandataire	Questions
Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	28 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	55	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T

Présenté par

Daniel BIGEON

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
Transports publics – PDU Entrées de ville d'intérêt communautaire		01	15.05.14	2	
CONSEIL	Séance	03	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				19	55

OBJET	TRANSPORTS URBAINS ET SCOLAIRES – ACTUALISATION DES TARIFS AU 1^{ER} SEPTEMBRE 2014
--------------	--

BP/EA

Chers Collègues,

Notre Communauté d'Agglomération s'est construite dans le temps, aux 12 communes originelles se sont adjointes Saint Clair de Halouze puis Saint Paul. Enfin en 2013, les 10 communes de la CDC Varenne et Houlme et la commune de Landisacq sont venues rejoindre les 14 premières communes.

Par ailleurs, notre communauté d'agglomération est compétente en matière de transports urbains mais aussi en matière de transports scolaires. Elle se doit donc de fixer les tarifs payés par les différents usagers et respecter un principe d'égalité de traitement.

Simplement nos tarifs actuels sont à l'image de la construction de notre communauté. Ils résultent de l'agrégation dans le temps de nos communes. Chacun comprendra qu'il était nécessaire de prendre le temps permettant de construire une proposition et d'en mesurer les conséquences.

Cette proposition est aujourd'hui pleinement construite pour les transports scolaires mais nécessite encore d'être travaillée pour les autres usagers. C'est pourquoi, il vous est proposé de travailler en 2 phases.

Une première phase, qui vous est plus particulièrement soumise ce soir, concerne l'ensemble des usagers des transports scolaires.

Une seconde phase, probablement au 1^{er} janvier 2015, concernera l'ensemble des autres usagers. C'est pourquoi, il vous est proposé en la matière une reconduction du dispositif actuel.

I - Proposition tarifaire en matière de transports scolaires :

Deux mots pour résumer cette proposition : **simplicité, solidarité.**

1. SIMPLICITE :

Il vous est proposé une grille tarifaire unique pour l'ensemble de nos usagers scolaires qu'ils soient urbains ou ruraux, qu'ils soient élèves primaires ou secondaires.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	55	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

Le tableau ci-dessous reprend cette proposition :

ABONNEMENTS SCOLAIRES	USAGERS CONCERNES	TARIF AU 01/09/2013		PROPOSITION TARIFAIRE AU 01/09/2014
COLLEGIENS, LYCEENS ET ETUDIANTS				
CAMPUS	Scolaires et étudiants. Permet les déplacements en périodes scolaires sur les lignes 1, 2 et 3	1 ^{er} trimestre : 56 € 2 ^{ème} trimestre : 42 € 3 ^{ème} trimestre : 42 € Soit 140 € / an	CAMPUS	Carte annuelle à 90 € (possibilité de paiement sur 3 mois)
CAMPUS CIRCUITS	Scolaires et étudiants	65 €		
PRIMAIRES				
CAMPUS	Scolaires et étudiants. Permet les déplacements en périodes scolaires sur les lignes 1, 2 et 3	1 ^{er} trimestre : 56 € 2 ^{ème} trimestre : 42 € 3 ^{ème} trimestre : 42 € Soit 140 € / an	CAMPUS	Carte annuelle à 45 € (possibilité de paiement sur 3 mois)
CAMPUS CIRCUITS	Elèves de primaires	0 €		
OBSERVATIONS				
CAMPUS ne permet pas les déplacements le mercredi après-midi, le samedi, pendant les vacances scolaires et sur le T.A.D.				
CARTE LIBRE CIRCULATION				
CAMPUS PLUS	Scolaires et étudiants. Libre circulation sur tout le réseau y compris TAD du 1 ^{er} au 31 du mois	18 € / mois	CAMPUS PLUS	18 € / mois

Il est nécessaire de vous préciser que cette tarification est concordante avec celle du Conseil Général (91 € pour les lycéens et collégiens, 45,50 € pour les primaires). Ainsi l'ensemble des élèves de l'ensemble de nos communes, quelque soit la collectivité compétente (la CAPF ou le CG61) auront une tarification proche, évitant ainsi une situation trop différenciée au sein de notre territoire.

2. SOLIDARITE :

Nous disposons, bien sûr, d'une tarification sociale. Cependant celle-ci repose sur le statut de la personne et non sur ses revenus et elle présente de plus le même souci que pour nos tarifs : elle est issue d'une stratification dans le temps.

Il vous est proposé de mettre en place une **tarification sociale basée sur l'analyse du Quotient Familial de la Caisse d'Allocation Familiale (C.A.F.)**. Ce quotient repose sur une base objective : le revenu des ménages et non plus, comme dans la précédente tarification sociale, le statut des demandeurs.

Pour information, le Quotient Familial = $1/12^{\text{ème}}$ des revenus annuels des ménages + montant des prestations sociales / nombre de parts (Couple ou personne isolée = 2, 1^{er} enfant à charge = 0,5, 2^{ème} enfant à charge = 0,5, 3^{ème} enfant à charge = 1, par enfant supplémentaire ou par enfant handicapé = + 0,5).

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	55	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

Après analyse des quotients Familiaux des usagers relevant de l'ancienne tarification sociale mais également des grilles tarifaires des collectivités ayant instauré une tarification sociale, il vous est proposé la tarification sociale suivante :

QF CAF <= 250 €	250 € < QF CAF <= 450 €	450 € < QF CAF <= 650 €	QF CAF > 650 €
90 % de réduction	75 % de réduction	50 % de réduction	Plein tarif
POUR UNE CARTE CAMPUS (collégiens, lycéens, étudiants), CELA DONNE			
9 €	22,5 €	45 €	90 €

La nouvelle tarification sociale proposée pour les scolaires du réseau urbain va engendrer une évolution des recettes et des compensations à verser à VTNI. Un avenant à la Délégation de Service Public 2012/2016 « Transport urbain et à la Demande » vous sera proposé lors d'un prochain Conseil Communautaire.

Enfin, il convient de préciser les modalités de paiement des élèves qui utilisent à la fois le transport scolaire du Conseil général de l'Orne et de la CAPF. Il vous est proposé d'appliquer une gratuité de la carte Campus pour ces situations. Ces cas représentent une dizaine d'élèves par an.

II - Proposition tarifaire en matière de transports pour les autres usagers :

Vous serez appelés dans les prochains mois à vous prononcer sur une nouvelle tarification. Cependant celle-ci nécessite encore du travail afin d'en mesurer, au plus près, les conséquences. Aussi la proposition qui vous est faite ce soir est une « simple » actualisation.

Conformément à l'article 26 de la convention de Délégation de Service Public, le délégataire propose une actualisation des tarifs pour une mise en œuvre à compter du 1^{er} septembre de chaque année.

Suite à la commission transport, les propositions tarifaires pour le réseau urbain et le transport à la demande (T.A.D.) sont les suivantes :

TITRES DE TRANSPORTS A COMPOSER	USAGERS CONCERNES	TARIF AU 01/09/2013	PROPOSITION TARIFAIRE au 01/09/2014
Ticket à l'unité	Tout public	1,10 € / ticket	1,10 € / ticket
Carnet de 10 tickets	Tout public	7,5 € / carnet	8 € / carnet

ABONNEMENT	USAGERS CONCERNES	TARIF AU 01/09/2013	PROPOSITION TARIFAIRE au 01/09/2014
SESAME	Tout public. Libre circulation sur le réseau urbain et le TAD	28 € / mois	28 € / mois

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	55	7.10	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

TITRE DE TRANSPORT	USAGERS CONCERNES	TARIF AU 01/09/2013	PROPOSITION TARIFAIRE au 01/09/2014
BILLET COLLECTIF	Groupe de 10 personnes et +	21 € (aller-retour)	22 € (aller-retour)
		10,5 € (aller)	11 € (aller)

Transports collectifs de classes

Les transports collectifs de classes concernent les déplacements des écoles de la CAPF vers des équipements culturels, sportifs, etc... situés sur la C.A.P.F.

Par délibération n° 149 du 26 juin 2013, vous avez attribué le lot n° 5 « transports collectifs de classe » à la Société Piel. Le prix du km en charge est de 5,54 € HT (prix révisable au 1^{er} septembre 2014 selon la formule de révision).

Tarif des duplicata

Titre	TARIF AU 01/09/2013	PROPOSITION TARIFAIRE au 01/09/2014
Duplicata carte solidarité	2,5 €	2,5 €
Duplicata sésame solidarité	2,5 €	2,5 €
Duplicata sésame	5 €	5 €
Duplicata Tempo	5 €	5 €
Duplicata campus trimestriel	5 €	5 €
Duplicata campus solidarité	2,5 €	2,5 €
Duplicata campus plus	5 €	5 €
Duplicata carte scolaire	19 €	19 €

Compensation financière

Conformément à la convention de la Délégation de Service Public, la CAPF verse au délégataire (VTNI) une compensation financière liée à la tarification sociale.

TITRES DE TRANSPORTS	USAGER	PROPOSITION TARIFAIRE au 01/09/2014	EVOLUTION DE LA COMPENSATION FINANCIERE
Carte solidarité	Demandeur d'emploi ou titulaires du RSA après accord du CCAS de la commune de résidence	Gratuit pour l'utilisateur	22,50 €
Carnet de 25 tickets solidarité		1,50 €	6 €

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	55	7.10	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Sésame Solidarité		14 € / mois	14 € / mois
Tempo	Personnes de plus de 65 ans ou titulaires d'une carte d'invalidité à 80% selon conditions de ressources	Gratuit pour l'utilisateur	73 € Le C.C.A.S. de la commune de résidence verse une compensation de recettes selon le tarif défini par la C.A.P.F.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - ADOPTER** la nouvelle tarification proposée au 1^{er} septembre 2014.
- 2 - PRECISER** qu'une réflexion est en cours afin de proposer une nouvelle tarification des transports des non scolaires pour janvier 2015.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL55-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2014
Publication : 28/05/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	56	5.3	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS PROPOSITION DE LA LISTE DES COMMISSAIRES TITULAIRES ET SUPPLEANTS

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEMBault (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEMBault Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :

Mandant	Mandataire	Questions
Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJÉAN	22 h 00	23.05.14	28 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



www.flers-agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	56	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T

Présenté par

Serge HAMEL

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
FINANCES		01	15.05.14	1	
CONSEIL	Séance	03	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				20	56

OBJET	COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS - PROPOSITION DE LA LISTE DES COMMISSAIRES TITULAIRES ET SUPPLEANTS
-------	--

MG/EA

Chers Collègues,

Le 1 de l'article 1650 A du Code Général des Impôts (CGI) prévoit la création d'une commission intercommunale des impôts directs (CIID) pour les établissements publics de coopération intercommunale soumis de plein droit, ou sur option, au régime fiscal prévu à l'article 1609 nonies C, ce qui est le cas de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Cette commission se substitue à la commission communale des impôts directs de chaque commune-membre de l'EPCI en ce qui concerne les évaluations foncières des locaux commerciaux, des biens divers et des établissements industriels.

La CIID comprend, outre le président de l'EPCI (ou son adjoint délégué) qui en assure la présidence, dix commissaires. Les dix commissaires titulaires ainsi que dix suppléants sont désignés par le directeur départemental des finances publiques, sur une liste de contribuables, en nombre double, dressée par l'organe délibérant de la CAPF, sur proposition des communes-membres.

La durée du mandat des membres constituant la commission intercommunale des impôts directs prend fin simultanément avec celle du mandat du Conseil Communautaire.

La nomination de nouveaux commissaires a lieu dans les deux mois qui suivent le renouvellement général du conseil. A défaut de liste de présentation, ils sont nommés d'office par le directeur départemental des finances publiques un mois après mise en demeure de délibérer adressée au conseil communautaire.

Aussi, il appartient à l'assemblée de dresser une liste de présentation de 40 noms sur laquelle 20 noms seront choisis librement par le Directeur des Services Fiscaux.

Les conditions prévues pour les commissaires à l'article 1650 A-1 du CGI disposent que les personnes proposées doivent :

- être de nationalité française ou ressortissant d'un État membre de l'Union Européenne ;
- avoir 25 ans au moins ;
- jouir de leurs droits civils ;

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	56	5.3	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

- être familiarisées avec les circonstances locales ;
- posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission ;
- être inscrites aux rôles des impositions directes locales de la communauté ou des communes-membres.

Un des commissaires est domicilié en dehors du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le 2^{ème} alinéa de l'article 1650-2 prévoit également que les contribuables soumis à la taxe d'habitation, aux taxes foncières et à la Cotisation Foncière des Entreprises, doivent être équitablement représentés au sein de la commission.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 – DECIDER** après consultation des communes-membres, de proposer une liste de 40 personnes (jointe en annexe), parmi lesquelles seront désignés des commissaires.
- 2 – PRECISER** que cette liste sera transmise au Directeur Départemental des Finances Publiques par l'intermédiaire des services préfectoraux.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL56-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2014
Publication : 28/05/2014

PROPOSITION DE LA LISTE DES COMMISSAIRES TITULAIRES ET SUPPLEANTS

DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS

Annexe à la délibération
du C.C. N° 03 du 22.05.16



Le Président

Yves GOASDOUE

Flers

LECOIS POLVE PRADAL COSSON BOUVET GUYARD ABDELLI LERICHOMME MULOT LEPRINCE POINSIGNON	Christian Serge Philippe Michel Pierre Rémy Jean-François Alain Françoise Marie-Claire Philippe	1233 La Minière 11 Rue des Amicales 72 Rue du 6 juin 149 bis Rue d'Athis 330 Les Pilières 21 Avenue de la Libération 92 Chemin des Hauts Vents 97 Rue d'Athis 111 Rue de Paris 333 Les Basses Foltières 21 Cité de la Chaussée	Retraité de l'agriculture Retraité de l'éducation nationale Pharmacien Retraité Retraité agriculture Retraité Chef d'entreprise Employé CCI Retraité fonction publique Secrétaire Retraité
Saint Georges des Groseillers	CORVEE TERRIER	16 bis Chemin des Vergers 44 bis Avenue Charles de Gaulle	Chef d'entreprise Gérant de société
La Lande Patry	REUBEUZE	1 Rue Charles Léandre	Employé de banque
La Selle la Forge	STEFFEN	15 Le Champ de l'Epine	Employé de banque
Saint Clair de Halouze	SERAIS	Launay	Agent de La Poste
Caligny	LEBLOND	Les Rivières	Agricultrice retraitée
Cerisy Belle Etoile	DESRAME	La Malière	Agricultrice
Montilly sur Noireau	BRIONNE	Le Grand Jardin	Retraité
La Chapelle au Moine	GROSSE	28 Rue des Bruyères	Retraité
La Chapelle Biche	MARRIERE	3 Allée de la Fontaine Blaire	Retraité
Landigou	LEGRAND	Le Village Geslin	Retraité

Aubusson	DAVOUT	Olivier	Le Hamel du Bois	Menuisier
La Bazoque	LECHEVALLIER	Lionel	Le Grand Clos	Contrôleur des impôts
Saint Paul	MONTEMBAULT	Claude	Les Rivières	Horticulteur
Banvou	PANCHAU	Alain	Le Plessis	Retraité
Bellou en Houlme	BÉRTRAND	Gérard	Les Rimaines	Retraité
Dompierre	BIGEON	Daniel	La Vannerie	Agriculteur
Echalou	GASNIER	Claude	Les Mézerets	Agriculteur
La Ferrière aux Etangs	BOUVET	Philippe	Le Mont Brulé	Employé de banque
La Coulonche	LOUISE	Bruno	Le Bas de la Chasse	Retraité
Le Châtelier	LANGLIN	Didier	La Crétine	Agent technique
Messei	DUMAINE	Michel	La Cheminière	Retraité
Saint André de Messei	ROULLEAUX	Marcel	Le Champ Guidé	Maître Artisan retraité
Saires la Verrerie	LAUNAY	Gérard	1 Maison Oger	Retraité
Landisacq	GUYOT	Béatrice	La Douardière	Infirmière libérale
Extra-Communautaire	SALLES	Jean-Pierre	7 Rue du Docteur Petit 61220 Briouze	Retraité
	RUBAN	Yvette	Safrières 61210 Rabodanges	Retraitée
	SALLIOT	Claude	Les Champs Bourgeois 61100 La Carneille	Retraité
	PIERRE	Gérard	8 Route du Printemps 61100 Durcet	Retraité

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	57	2.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

PERMIS DE CONSTRUIRE N° 61169 08 F 0047 CONTENTIEUX PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL AUTORISATION DE SIGNATURE

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :	Mandant	Mandataire	Questions
	Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	28 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire

1. Affichage - Thématique

2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	57	2.1	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T	C.A.P.F.		N°	Date	Question	
	PERSONNEL RELATIONS AVEC LE SIRTOM MARCHES PUBLICS		1	15.05.14	1	
	CONSEIL	Séance	3	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
					21	57

OBJET	PERMIS DE CONSTRUIRE N° 61169 08 F 0047 – CONTENTIEUX – PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL – AUTORISATION DE SIGNATURE
--------------	--

TD/VV/EA

Chers Collègues,

Les époux LACIN ont déposé une demande de permis de construire le 1^{er} septembre 2008, complétée le 15 décembre 2008, à la Mairie de Flers (PC n° 61169 08 F 0047).

Par une décision, en date du 24 décembre 2008, le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers a accordé le permis de construire aux époux LACIN.

Par suite, Monsieur et Madame LACIN ont acquis, suivant acte authentique passé par devant Maîtres CHAIX et CHAMPETIER en date du 16 juin 2009, deux parcelles nouvellement cadastrées section AM n° 325 et section AM n° 326.

Ces deux parcelles sont issues de la division de deux autres parcelles anciennement cadastrées section AM n° 235 et section AM n° 251.

La parcelle cadastrée section AM n° 325 a été vendue par Monsieur DOGRU.

La parcelle cadastrée section AM n° 326 a été vendue par la Ville de FLERS.

A l'occasion du début des travaux, au mois de mai 2010, les époux LACIN ont découvert que la parcelle cadastrée AM n° 325 comportait une canalisation d'eaux pluviales de diamètre 1000 mm et que la parcelle AM 326 comportait réseaux EDF, France Télécom, éclairage public, eau potable empêchant par là-même toute construction.

Par courrier du 12 décembre 2011, parvenu en Mairie de FLERS le 13 décembre, les époux LACIN ont formé une demande indemnitaire préalable à l'encontre de la Commune de FLERS et de la CAPF sollicitant le versement d'une somme totale de 198.934,84 €.

A l'appui de leur demande, les époux LACIN soutiennent que la responsabilité de la Commune serait engagée à raison de la délivrance fautive du permis de construire en date du 24 décembre 2008. Par courrier du 8 février 2012, le Maire de FLERS a expressément rejeté la demande préalable ainsi présentée.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	57	2.1	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Par requête enregistrée au greffe du Tribunal Administratif de Caen le 23 avril 2012, les Epoux LACIN ont sollicité de la Commune de FLERS et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers le versement d'une somme totale de 197.725,41 €.

A l'appui de leurs demandes, les époux LACIN soutenaient que la responsabilité des deux collectivités serait engagée à raison de la faute résultant de la délivrance du permis de construire du 24 décembre 2008.

Ils affirmaient en outre que la responsabilité sans faute de ces Collectivités locales serait engagée, dès lors qu'un ouvrage public leur cause un préjudice.

Par jugement du 21 décembre 2012, le Tribunal Administratif de Caen a rejeté la requête présentée par les époux LACIN retenant que la canalisation considérée résultait d'une « servitude de droit privé consentie dans le cadre d'une convention conclue entre deux personnes privées. »

Par requête enregistrée au greffe de la Cour Administrative d'Appel de Nantes le 22 février 2013, les époux LACIN ont interjeté appel du jugement prononcé par le Tribunal Administratif de Caen. Au sein du dispositif de leur recours, les requérants sollicitent la condamnation de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers à leur verser la somme globale de 197.725,41 €.

Les parties se sont rapprochées et ont décidé de régler par le présent protocole transactionnel le litige qui les oppose.

Il y est proposé que la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, couverte par sa compagnie d'assurance par ailleurs partie au protocole, prenne à charge une somme forfaitaire et définitive de 65 000 € en réparation de l'entier préjudice subi.

La Ville de Flers, quant à elle, s'engage à racheter la parcelle cédée contenant les réseaux au prix de cession, soit 5 800 € auxquels s'ajoutent les frais et honoraires d'acte.

En contrepartie, les époux LACIN s'engagent quant à eux à se désister de l'action pendante devant la Cour Administrative d'Appel et renoncent à réclamer à la Ville de Flers et à la C.A.P.F toute autre indemnité.

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

AUTORISER Monsieur le Président à signer le protocole d'accord ci-annexé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL57-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2014
Publication : 28/05/2014

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur ATTILA LACIN et Madame Rabia DOGRU épouse LACIN, demeurant 36 rue Saint Sauveur, Cité des Charmilles, 61100 FLERS

D'une Part,

Annexe à la délibération n° 57
du CC n° 03 en date du 28.05.16

ET :

1°/ La Commune de FLERS, représentée par son Maire en exercice, domicilié en Mairie, Avenue du Château, BP 229, 61 104 FLERS CEDEX

2°/ La Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, représentée par son Président en exercice, domicilié Rue de la Boule, BP 149, 61 103 FLERS CEDEX

3°/ Les Mutuelles du Mans Assurances IARD, MMA, 14 Bd Marie & Alexandre Oyon, 72030 LE MANS Cedex 9, représentées par

D'autre Part,

Annexe à la délibération du C.M. 03
n° 28 en date du 11.06.16

IL EST RAPPELE CE QUI SUIIT :

1° ➤ Par acte notarié du 28 mai 1990, les Epoux DOGRU ont acquis de la Société d'Equipement de la Basse-Normandie la parcelle cadastrée AM n°235, d'une superficie de 438 m², sise 44 Impasse Malherbe à Flers, constituant le lot n°1 du lotissement de la Gérodière. Cet acte de vente précise expressément que le lot n°1 considéré est grevé d'une servitude par le passage d'une canalisation d'assainissement.

2° ➤ Par acte notarié du 12 juin 2009, les Epoux LACIN ont acquis des Epoux DOGRU la parcelle AM n°325, issue de la division de la parcelle AM 235.

Par ailleurs, par acte notarié du 16 juin 2009, les époux LACIN ont acquis la parcelle AM n°326 (247 m²) auprès de la ville de Flers et destinée à servir d'accès à la construction projetée sur la parcelle AM n°325.

3° ➤ Le 1^{er} septembre 2008, complété le 15 décembre 2008, les Epoux LACIN ont déposé en Mairie de Flers une demande de permis de construire sur les parcelles AM n°325 & 326, complétée le 15 décembre 2009.

Cette demande de permis de construire, enregistrée sous le numéro PC 61169 08 F0047, porte sur l'édification d'une maison à usage d'habitation d'une SHON de 167 m².

4° ➤ Par arrêté du 24 décembre 2008, le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers, compétente en matière d'urbanisme, a délivré le permis de construire ainsi sollicité.

5°➤ A l'occasion du début des travaux, en mai 2010, les Epoux LACIN ont découvert l'existence, sur la parcelle cadastrée AM n°325, d'une canalisation d'eaux pluviales les empêchant de poursuivre les travaux.

6°➤ Par courrier du 12 décembre 2011, parvenu en Mairie de FLERS le 13 décembre, les Epoux LACIN ont formé une demande indemnitaire préalable à l'encontre de la Commune de FLERS sollicitant le versement d'une somme totale de 198.934,84 €.

A l'appui de leur demande, les Epoux LACIN soutiennent que la responsabilité de la Commune serait engagée à raison de la délivrance fautive du permis de construire en date du 24 décembre 2008.

7°➤ Par courrier du 8 février 2012, le Maire de FLERS a expressément rejeté la demande préalable ainsi présentée.

8°➤ Par requête enregistrée au greffe du Tribunal Administratif de Caen le 23 avril 2012, les Epoux LACIN ont sollicité de la Commune de FLERS et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers le versement d'une somme totale de 197.725,41 €.

A l'appui de leurs demandes, les Epoux LACIN soutenaient que la responsabilité des deux collectivités serait engagée à raison de la faute résultant de la délivrance du permis de construire du 24 décembre 2008.

Ils affirmaient en outre que la responsabilité sans faute de ces Collectivités locales serait engagée, dès lors qu'un ouvrage public leur cause un préjudice.

9°➤ Par courrier du 15 octobre 2012, les Epoux LACIN ont régularisé une demande indemnitaire préalable devant la CAPF, laquelle reprend ces mêmes demandes.

Aucune réponse n'a été apportée à cette demande.

10°➤ Par jugement du 21 décembre 2012, le Tribunal Administratif de Caen a rejeté la requête présentée par les Epoux LACIN retenant que la canalisation considérée résultait d'une « *servitude de droit privé consentie dans le cadre d'une convention conclue entre deux personnes privées.* »

11°➤ Par requête enregistrée au greffe de la Cour Administrative d'Appel de Nantes le 22 février 2013, les Epoux LACIN ont interjeté appel du jugement prononcé par le Tribunal Administratif de Caen. Au sein du dispositif de leur recours, les requérants sollicitent la condamnation de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers à leur verser la somme globale de 197.725,41 €.

Les parties se sont rapprochées et ont décidé de régler par le présent protocole transactionnel le litige qui les oppose,

SUR CE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

Article 1^{er} :

La Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS, la Ville de FLERS et les MMA s'engagent en exécution du présent protocole à verser aux époux Attila LACIN, la somme forfaitaire et définitive de **65 000 € (= Soixante Cinq Mille euros)**, qui sera remise par chèque à l'ordre de la CARPA à leur Conseil, en réparation de l'intégralité des préjudices qu'ils ont subis, étant précisé que les MMA prennent en charge la somme de 50 000 €, le solde étant à la charge de la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS.

Article 2 :

Les Epoux LACIN s'engagent à vendre à la Ville de FLERS, qui l'accepte, la parcelle cadastrée Section AM n°326 au prix de 5 800 € (Cinq Mille Huit Cent Euros), les frais et honoraires d'acte étant à la charge de l'acquéreur.

Les Epoux LACIN envisagent d'acquérir un terrain pour leur construction, le lot n°1 du lotissement situé dans le Domaine du Grand Pré sur le territoire de la Commune de SAINT GEORGES DES GROSEILLIERS au prix de 35 000 € (Trente Cinq Mille Euros), pourrait convenir, les frais et honoraires d'acte étant à la charge des acquéreurs.

Article 3 :

Compte-tenu de la présente transaction, les époux Attila LACIN déclarent avoir été remplis de l'intégralité de leurs droits et renoncent expressément dès maintenant, sous la seule réserve du paiement des sommes visées aux articles 1 & 2, à réclamer à la Ville de FLERS, la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS et aux MMA toutes autres indemnités, au titre des faits et actes énoncés dans le présent protocole, et renoncent expressément à toute instance judiciaire à l'encontre des parties précitées au titre des conséquences dommageables précitées.

Les époux Attila LACIN se désisteront dès régularisation du présent protocole de l'action pendante devant la Cour administrative d'Appel de Nantes, sous le numéro 13NT00592, désistement qui sera accepté sans réserves par la Ville de FLERS et la Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS.

Chaque partie conservera à sa charge ses frais de procédure, et ses frais et honoraires de Conseil.

Dans la mesure où les époux LACIN recherchaient, parallèlement la responsabilité du Notaire, rédacteur de leur acte d'acquisition, ils s'engagent à ne pas attirer la Commune de FLERS et/ou la CAPF dans une éventuelle action engagée contre ce Notaire, et s'engagent également à relever la Commune de FLERS et/ou la CAPF de toute condamnation en garantie qui serait prononcée à leur encontre à la demande du Notaire et/ou de son assureur.

Article 3 : PORTEE DU PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

Le Protocole Transactionnel est conclu en application des articles 2044 et suivants du Code Civil, et notamment de l'article 2052 dudit Code, et a entre les Parties l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Les Parties s'estiment pleinement remplies de leurs droits et prétentions respectives et considèrent les concessions réciproques qu'elles se sont mutuellement consenties comme valables et raisonnables.

Article 4 : CLAUSE DE DEFAULT CROISE

Toutes les clauses du Protocole Transactionnel se servent mutuellement de cause. Le Protocole Transactionnel constitue un tout indivisible de sorte que l'inexécution de l'un quelconque de ses engagements par l'une des Parties autoriserait l'autre Partie à refuser l'exécution de ses propres engagements ou à revenir sur son exécution si elle était déjà intervenue.

Article 5 : JURIDICTION COMPETENTE

Tout différend relatif aux points relatifs aux points réglés dans ce Protocole Transactionnel, à son application ou à son interprétation devra faire l'objet d'une recherche d'accord amiable et à défaut, sera soumis au Tribunal de Grande Instance d'ARGENTAN.

Article 6 : Clause de confidentialité


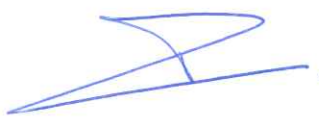

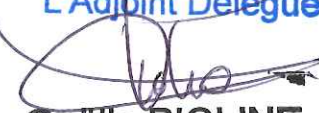




Les parties au présent protocole conviennent de lui conserver un caractère strictement confidentiel et s'interdisent de le porter à la connaissance d'un tiers, sauf dans les cas suivants:

- sur réquisition de l'autorité judiciaire, d'une administration publique ou d'un organisme social;
- par voie de production en justice, pour faire valoir ce que de droit.

FAIT A *Flers*

LE - 1 JUL. 2014

En 7 exemplaires originaux, dont chacune des parties reconnaît avoir reçu et conservé une copie.

Monsieur Attila LACIN 	Madame Rabia DOGRU épouse LACIN 
 Ville de FLERS Maire, L'Adjoint Délégué  Gaëlle PIOLINE	Communauté d'Agglomération du Pays de FLERS Le Président,   Yves GOASDOUE
MMA  	

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	58	4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE EMPLOIS NON PERMANENTS CHEF DE PROJET GED ET USAGES NUMERIQUES RECOURS A UN EMPLOI CONTRACTUEL

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUICHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LANGLIN (Le Châtelier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVÉE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtelier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :	Mandant	Mandataire	Questions
	Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	28 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage – Thématique 2. Registre – Chemise Conseil – R.A.I. si nécessaire

www.flers-agglomeration.fr

www.flers-agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	58	4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

R A P P O R T

Présenté par
Serge LOUICHE
Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
PERSONNEL RELATIONS AVEC LE SIRTOM MARCHES PUBLICS		01	15.05.14	2	
CONSEIL	Séance	03	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				22	58

OBJET	PERSONNEL COMMUNAUTAIRE – EMPLOIS NON PERMANENTS – CHEF DE PROJET GED ET USAGES NUMERIQUES – RECOURS A UN EMPLOI CONTRACTUEL
--------------	---

CS+JLB/EA

Chers Collègues,

Le développement de l'offre numérique conduit aujourd'hui l'ensemble des acteurs économiques publics et privés à s'engager dans une démarche de modernisation des moyens dématérialisés de communication.

Dans ses relations avec les collectivités territoriales, l'Etat développe ainsi un certain nombre de protocoles d'échanges et de transmission de données ou de documents par voies dématérialisées, qui s'imposent aux collectivités. On peut citer à ce titre plusieurs procédures s'appliquant déjà en matière de transmission de données sociales et fiscales, de délibérations et d'actes réglementaires, de marchés publics. La prochaine échéance concerne la dématérialisation de la chaîne comptable, obligatoire au 1^{er} janvier 2015 (avec une phase d'expérimentation débutant à compter du 1^{er} septembre prochain).

Pour répondre à ces nouvelles problématiques, la Ville de FLERS et la CAPF ont missionné un audit auprès de la société IMPLISSIO CONSULTANTS (17, rue Léon Marcotte – 14000 CAEN). Il s'agissait de réaliser l'expertise de nos obligations et de nos besoins, et de mettre en adéquation les différents outils disponibles sur le marché, qui soient susceptibles de répondre techniquement à ces nouvelles prescriptions légales.

Cette étude a abouti à la nécessité de mettre en place un système de Gestion Electronique de Documents (GED) commun à l'ensemble des services, mais aussi de développer les outils favorisant l'appropriation des usages numériques tant en interne (logiciels de lecture automatique de documents, de parafeur et de signature électronique) qu'en direction des usagers (portails de service).

Il convient aujourd'hui d'entrer dans la phase active de déploiement d'un système global de GED, qui doit être porté de manière technique et organisationnelle au sein des services (analyse des modes de fonctionnement de chaque direction, adaptation des méthodes de travail, mise en place des solutions progicielles, accompagnement au changement).

Pour cela, il vous est proposé que la collectivité puisse s'appuyer sur l'expertise d'un chef de projet GED-USAGES numériques, recruté de manière temporaire, qui soit affecté à la Direction Générale, tout en travaillant en lien étroit avec la Direction des Systèmes d'Information.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	58	4.2	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

Ce recrutement pourrait intervenir dans le cadre des dispositions de l'article 3 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, qui dispose :

« Les collectivités et établissements mentionnés à l'article 2 peuvent recruter temporairement des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à :

1° Un accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs. »

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

- 1 - CREER** un emploi non permanent de chef de projet GED-Usages numériques.
- 2 - COMPLETER** en conséquence le tableau des effectifs des emplois non permanents pour la durée de la mission.
- 3 - INDIQUER** que cet emploi sera pourvu par le recours à un agent contractuel dans les conditions prévues par l'article 3 de la loi 84-53 modifiée du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.
- 4 - PRECISER** que le motif et les conditions du recrutement contractuel de cet emploi s'établissent comme suit :

Emploi		Chef de projet GED-Usages numériques
Cadres d'emplois Grade		<ul style="list-style-type: none"> • Ingénieur (filière technique) ou <ul style="list-style-type: none"> • attaché de conservation - spécialité archives (filière conservation)
Direction / Service		Direction Générale
Temps de travail		Temps complet
Motifs du recrutement contractuel	Référence	Article 3 de la loi 84-53 modifiée
	Niveau	Emploi de catégorie A
	Motivation	Accroissement temporaire d'activité.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	58	4.2	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

Nature des fonctions (Missions)	<ul style="list-style-type: none"> • Définit et assure la mise en œuvre de la stratégie autour du développement de la dématérialisation et des usages du numérique. • Conseille en amont les services et acteurs autour des besoins associés et formule des propositions sur les plans organisationnels et fonctionnels. • Pilote, en lien avec la DSI, toutes les actions et tous les projets menés autour de ces thématiques, depuis leur conception et jusqu'après leur déploiement, en relation étroite avec les services et acteurs concernés, et rend compte de leur avancement auprès de la direction générale. • Prend en charge plus particulièrement les projets axés sur la gestion électronique de documents (GED) et le cycle de vie des informations.
Rémunération	<p>Assise sur le 1^{er} échelon des grades d'ingénieur territorial ou d'attaché de conservation (grille de rémunération identique, soit indice brut 379 nouveau majoré 349).</p> <p>Régime indemnitaire suivant délibérations votées à ce jour.</p>
Budget	Général
Durée de l'engagement (à titre indicatif)	Contrat à durée déterminée d'une durée maximale de un an

5 - PRENDRE l'engagement d'inscrire au budget les crédits correspondants.

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL58-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2014
Publication : 28/05/2014

FLERS

agglomération

TD/EA

Communauté d'Agglomération du Pays de Flers	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	59	5.3	
REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT				

SEANCE N° 03 DU 22 MAI 2014

23 questions, numérotées de 37 à 59

DELIBERATION

COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ELECTION DES MEMBRES

A la date indiquée ci-dessus, le Conseil Communautaire, convoqué dans les délais légaux, s'est réuni à l'Hôtel de Ville de FLERS sous la présidence de Yves GOASDOUE, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Outre le Président, étaient invités Mesdames et Messieurs :

Vice-Présidents : Pierre SALLES (Aubusson), Bruno LOUISE (La Coulonche), Serge HAMEL (Flers), Vincent BEAUMONT (La Ferrière-aux-Etangs), Patrick LESELLIER (La Lande Patry), Guy LANGE (Saint Georges des Groseillers), Serge LOUCHE (La Selle la Forge), Gérard COLIN (Saint Georges des Groseillers), Michel DUMAINE (Messei), Daniel BIGEON (Dompiere), Michèle POLVE (Flers), Hervé LEMANCEL (Landisacq), Omar AYAD (Flers)

Conseillers titulaires : Joël JOURDAN (Banvou), Germain RENAULT (La Bazoque), Gérard BERTRAND (Bellou en Houlme), Gilles RABACHE (Caligny), Alain MAUGER (Cerisy Belle Etoile), Annie GROSSE (La Chapelle-au-Moine), Jean-Claude DORSY (La Chapelle-Biche), Didier LAGLIN (Le Châtellier), Claude GASNIER (Echalou), Geneviève BOUDET (La Ferrière-aux-Etangs), Gaëlle PIOLINE, Irène COJEAN, Lori HELLOCO, Inès CHATÉ, Jean CHATELAIS, Sonia LAFAY, Jean-Pierre HUREL, Yvette LERICHOMME, Noël DJEZAIRI, Josette BONNEL, Laurent JUMELINE, Colette BUFFARD, Subay SAHIN, Philippe SENAUX, Catherine HAVAS, Jean-Marc LEVERRIER, Sylvie DUFOUR, Mathieu HELLOUIN (Flers), Cécile SAUVEE (La Lande-Patry), Gérard BERNET (Landigou), Nadine COURTEILLE (Messei), Bernard MORAZIN (Montilly-sur-Noireau), Jean-Claude GUILLEMIN (Saint André de Messei), Joëlle SERAIS (Saint-Clair-de-Halouze), Brigitte BASTIANUTTI, Chantal CORVEE (Saint-Georges-des-Groseillers), Jean-Marie POTHE (Saint Paul), Charly LETETREL (Saires la Verrerie), Sylvie THIEULENT (La Selle-la-Forge)

Conseillers suppléants : Christian LEVALTIER (Aubusson), Huguette COLIN (Banvou), Olivier DOMINIQUE (La Bazoque), Jean-Marie GAUDIN (Bellou en Houlme), Auguste ROGER (Caligny), Hervé BORDERIE (Cerisy Belle Etoile), Jean-Yves BAZIN (La Chapelle au Moine), Marie-Christine LEDEUX (La Chapelle Biche), Thérèse SOUTIF (Le Châtellier), François CHOCHON (La Coulonche), Alain LESELLIER (Dompiere), Bruno LANDEMORE (Echalou), Jean-Pierre LEGRAND (Landigou), Pascal DAUPHY (Landisacq), Alain DELAUNAY (Montilly sur Noireau), Michel ROCHE (Saint André de Messei), Stéphane JOUIN (Saint Clair de Halouze), Claude MONTEBAULT (Saint Paul), Marc DENIS (Saires la Verrerie).

Titulaires absents	Suppléants présents	Questions
Jean-Marie POTHE Bernard MORAZIN	Claude MONTEBAULT Alain DELAUNAY	Ensemble de la séance

Tous présents, à l'exception de :

Procuration :	Mandant	Mandataire	Questions
	Catherine HAVAS	Jean-Marc LEVERRIER	Ensemble de la séance

Excusé : /

Absent : /

EFFECTIF	Questions	Présents	Votants
En exercice : 53 Quorum : 27	37 à 59	52	53

Convocation effectuée le :	Séance ouverte à :	Secrétaire de séance	Clôture effectuée à :	Compte rendu affiché le :	Date d'affichage
16.05.14	19 h 45	Irène COJEAN	22 h 00	23.05.14	30 MAI 2014

DIFFUSION interne réglementaire 1. Affichage - Thématique 2. Registre - Chemise Conseil - R.A.I. si nécessaire



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU PAYS DE FLERS

www.flers-agglomeration.fr

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	59	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

R A P P O R T

Présenté par

Serge LOUICHE

Vice-Président

C.A.P.F.		N°	Date	Question	
PERSONNEL RELATIONS AVEC LE SIRTOM MARCHES PUBLICS		01	15.05.14	3	
CONSEIL	Séance	03	22.05.14	N° d'ordre	N° délibération
				23	59

OBJET

**COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - ELECTION
DES MEMBRES**

TD/EA

Chers Collègues,

Par délibération 10 du 17 avril 2014, vous avez fixé les conditions de dépôt des listes de la commission de délégation de service public comme suit :

- Listes déposées ou adressées au siège de la C.A.P.F à l'attention de Monsieur le Président, au plus tard au terme de l'appel nominal de la séance du Conseil Communautaire dont l'ordre du jour prévoit l'élection des membres de ladite commission.
- Listes pouvant comporter moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.
- Listes devant indiquer les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants.

Pour mémoire, la commission procède à l'ouverture et à l'analyse des candidatures et des offres et donne son avis sur tous les projets d'avenant entraînant une augmentation du montant global de la délégation de plus de 5 %.

La commission est composée :

- de Monsieur le Président de la C.A.P.F ou son représentant, en qualité de Président de la commission ;
- de 5 membres du Conseil Communautaire et leurs suppléants ;
- du comptable public de la C.A.P.F à titre consultatif ;
- du représentant du Ministre chargé de la concurrence, à titre consultatif (Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations).

Peuvent également participer à la commission avec voix consultatives, un ou plusieurs agents de la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (C.A.P.F.) désigné(s) par le Président de la commission en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public.

Les membres titulaires de la commission sont élus au scrutin de liste suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU PAYS DE FLERS	Date	Délibération	Nature	Folio n°
	22.05.14	59	5.3	
	REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE, DES DECISIONS ET DES ARRETES DU PRESIDENT			

IL VOUS EST PROPOSE DE BIEN VOULOIR :

1 - CONSTATER qu'une liste a été déposée à la C.A.P.F dans les conditions fixées par la délibération 10 du 17 avril 2014.

2 - PROCEDER à l'élection des 5 membres titulaires de la commission de délégation de service public suivant les règles de scrutin exposées ci-dessus.

Sont élus par 53 voix sur 53 suffrages exprimés :

TITULAIRES	
1. Serge	LOUCHE
2. Irène	COJEAN
3. Guy	LANGE
4. Daniel	BIGEON
5. Catherine	HAVAS

3 - PROCEDER à l'élection des 5 membres suppléants de la commission de délégation de service public suivant les règles de scrutin exposées ci-dessus.

Sont élus par 53 voix sur 53 suffrages exprimés :

SUPPLEANTS	
1. Pierre	SALLES
2. Michèle	POLVE
3. Patrick	LESELLIER
4. Nadine	COURTEILLE
5. Lori	HELLOCO

ADOpte A L'UNANIMITE.



Le Président,

Yves GOASDOUE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

061-246100325-20140522-DEL59-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/05/2014
Publication : 30/05/2014

Séance du 22 mai 2014
CONSEIL COMMUNAUTAIRE N° 03
Délibération n° 59



COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
ELECTION DES MEMBRES



LISTE UNIQUE

TITULAIRES		
1.	Serge	LOUCHE
2.	Irène	COJEAN
3.	Guy	LANGE
4.	Daniel	BIGEON
5.	Catherine	HAVAS

SUPPLEANTS		
1.	Pierre	SALLES
2.	Michèle	POLVE
3.	Patrick	LESELLIER
4.	Nadine	COURTEILLE
5.	Lori	HELLOCO



Annexe à la délibération
du C.C. N° 03 du 28.05.14
Le Président

Yves GOASDOUE